Jaime Semprun

La guerre sociale au Portugal

suivi de

Les syllogismes démoralisateurs

1975 - 1979

©opyrate : Satanic mill, mars 2021.

La guerre sociale au Portugal

All this world is like this town called Lisboa

Le premier acte du nouveau drame révolutionnaire est désormais commencé *mondialement*. Aucun pouvoir n'est plus préservé par l'arriération de ses conditions socio-économiques particulières : il doit choisir entre le risque d'être balayé parce qu'il n'y met pas fin et celui d'être balayé parce qu'il y met fin, et que, rejoignant les conditions du pouvoir moderne, il en connaît d'emblée la présente *précarité*. Lorsque la révolution moderne pénètre au Portugal, voilà le dernier coup d'éclat d'une période qui n'aura été elle-même qu'un seul et fulgurant coup d'éclat : le prolétariat réapparaissant dans toute sa jeunesse historique et mettant fin à tous les sous-développements locaux, en projetant sur ce monde la menace du seul développement possible de l'histoire universelle : le pouvoir international des conseils.

Une année de révolution portugaise a jeté à la face du monde cette vérité éclatante qui a obligé toutes les variantes du pouvoir étatique, existantes ou en formation, à se déterminer par rapport à elle, et qui a *déjà* modifié le cours de la révolution en Europe, au moins.

Tandis qu'au Portugal même la *belle* révolution, la révolution de la sympathie générale, devait commencer à faire place à la révolution réelle, c'est-à-dire *haïssable*, dès le 25 avril au soir, dès l'éveil des antagonismes – entre bureaucrates, capitalistes, technocrates et militaires, et entre eux tous et le prolétariat – qui somnolaient côte à côte dans la nuit fasciste; et que cette suppression imaginaire des rapports de classe, le *povo unido* sous la houlette du Mouvement des Forces Armées, rencontrait tout de suite sur place le démenti des faits, partout ailleurs les États et tous les partis, avec leur valetaille journalistique, communiaient dans l'enthousiasme prématuré pour contempler la docilité photogénique d'un peuple se soumettant en bloc, et l'œillet au fusil, à *toutes* les directions et à *tous* les appareils. La nostalgie de l'Union Sacrée de l'immédiate après-guerre se rêvait un avenir devant elle : comme de bien entendu c'était surtout les staliniens qui s'y croyaient déjà. Ils s'empressaient de faire valoir ce certificat de bonne conduite inespéré : en Italie et en France combien ils servent l'ordre démocratique, en Espagne combien ils sont accommodants avec la vieille pourriture fasciste. Et du coup toutes les fractions politiques espagnoles, qu'elles soient déjà au pouvoir ou qu'elles y fassent antichambre, savouraient par anticipation un après-franquisme sans douleur.

Pendant toute cette période, qui va jusqu'à la dissolution du premier Gouvernement Provisoire, le pouvoir de Spinola avait certainement plus d'autorité dans la presse mondiale qu'au Portugal même. Et comiquement le vieux monde allait chercher là un motif d'espoir en ses ressources politiques pour gérer sa crise sociale, tandis que le Portugal rencontrait au même moment, avec la crise mondiale, l'épuisement des ressources sociales pour régler sa crise, qui avait d'abord semblé n'être que politique.

Mais la *conspiration du bruit*, cette première phase du cordon sanitaire autour de *l'horrible réalité* portugaise, chaque jour plus horrible et plus réelle, devait prendre fin lorsqu' après la crise de Juillet, la chute de Spinola le 28 Septembre eut définitivement montré ce qu'il en était de la cohérence étatique du « Portugal nouveau ». Le pacte d'avril avait été scellé par le silence du prolétariat, son existence en actes devait le décomposer en ses éléments primitifs. L'éveil de la raison dans les masses commençait à dissoudre ce monstre hybride bourgeois- bureaucratique, avec le M.F.A. qui en était la garantie, et qui n'avait pu être pour chaque protagoniste *l'image* de l'unité avec les autres que parce qu'il était *réellement* divisé entre tous.

Force fut bien d'admettre alors que cette oasis de vitalité étatique dans un monde épuisé n'avait été qu'un mirage, et que tout continuait, *en pire*. Car si la paix sociale est trop chère pour le capitalisme portugais, le capitalisme européen ne peut pas plus payer pour un Portugal démocratique, alors qu'il lui faut déjà le faire depuis plusieurs années pour l'Italie, et sans résultats visibles.

C'est d'abord, bien sûr, sur l'Espagne que la révolution qui était à ses portes a étendu son ombre. Tandis que Soares, ministre socialiste des Affaires étrangères, déclarait cyniquement :

> « Une escalade de la violence pourrait aller très loin et serait dangereuse pour le Portugal, comme pour l'Espagne. Nous sommes d'accord là-dessus avec Madrid. » (*Le Monde* du 24 décembre 1974)

Le capitalisme espagnol voyait sa relève politique déconsidérée avant d'avoir été considérable, elle qui n'avait pas de M.F.A. ni même de Spinola, mais seulement un Juan Carlos inutilisable et un Carrillo qui n'a que trop servi. La question de la succession devenait une lutte de *camarillas* à coups de bulletins de santé, tandis que la « junte

démocratique » fondée pompeusement en juillet à Paris, par Carrillo et Calvo Serer, et qui allait des staliniens aux monarchistes d'opposition *mais avec rien entre,* puisque tous les autres sont déjà à Madrid comme cabinet fantôme d'un gouvernement fantomatique, restait seule avec ses demandes d'emploi et se voyait mise en liquidation en septembre à Lisbonne. Il ne restait plus aux carlistes qu'à donner la note burlesque en se prononçant pour un « socialisme pluraliste et autogestionnaire » : passé et le silence angoissé sur le présent, ce sont la naissance et les progrès d'une révolution *moderne*, sans drapeau ni idéologie. Chaque période de black-out dans l'information, animée par l'espoir que tout reviendrait en place sans que l'on ait besoin de parler de ce qui avait bougé, a été brisée par un nouveau coup de tonnerre : le 7 février révélait au monde que les travailleurs de Lisbonne avaient commencé à organiser leur autonomie, le 11 mars que staliniens et militaires de gauche se trouvaient désormais en première ligne pour la réprimer, toutes les autres cartes ayant échoué. La course de vitesse commencée le 25 avril, entre l'organisation répressive d'un État moderne et l'organisation révolutionnaire des masses autonomes, est sortie en mars de son tournant obscur pour entrer dans sa dernière ligne droite. Désormais il est clair pour tous les pouvoirs du monde, et pour ceux qui seront leurs exécutants au Portugal, que ce soit Cunhal ou Carvalho, *ou les deux,* que les moyens ordinaires non seulement ne suffisent plus, ils nuisent même dans ces circonstances. Il faut recourir à des mesures extraordinaires, à la violence, aux armes; il faut avant tout se rendre maître absolu de l'État et de son armée, et pouvoir en disposer à son gré.

Mais la révolution portugaise, précisément parce qu'elle a plus *d'alliés* possibles qu'aucune autre révolution du passé, a aussi moins de *supporters* qu'aucune d'elles : les sartres vont saliver devant les galons du M.F.A. Elle ne peut compter que sur elle- même pour communiquer sa vérité, et son existence

même, aux seuls qui peuvent la défendre, avant tout en Espagne. Et ici il faut dire que ce n'est que grâce à la collaboration de camarades portugais que ce livre, qui pour être rapide n'en est pas pour autant hâtif, a pu être écrit.

L'immensité de la tâche présente des travailleurs portugais est celle de la révolution moderne dans tous les pays, et l'*étrangeté* de ce qui se passe au Portugal n'est en rien géographique mais historique : les prolétaires, qui partout reviennent de la *même* nuit, dont seuls les gardiens étaient différents, doivent tout apprendre de ce qu'ils font eux-mêmes et tout réinventer seuls; mais *aujourd'hui* plus que jamais ils le peuvent, parce que se sont décomposées toutes les médiations idéologiques qui s'interposaient entre eux et le sens de leurs propres actions; et au Portugal ils le doivent, parce que leurs premiers actes ont déjà tellement frappé de terreur leurs ennemis que ce n'est qu'en les anéantissant qu'ils pourront éviter leurs représailles.

Du 25 avril au 28 septembre 1974

> « Ce n'est pas toujours en allant de mal en pis que l'on tombe en révolution. Il arrive le plus souvent qu'un peuple qui avait supporté sans se plaindre, et comme s'il ne les sentait pas, les lois les plus accablantes, les rejette violemment dès que le poids s'en allège… Le mal qu'on souffrait patiemment comme inévitable semble insupportable dès qu'on conçoit l'idée de s'y soustraire. Tout ce qu'on ôte alors des abus semble mieux découvrir ce qui en reste et en rend le sentiment plus cuisant : le mal est devenu moindre, il est vrai, mais la sensibilité est plus vive. »
>
> Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*.

Le Portugal n'a rejoint tardivement l'aliénation modernisée que pour arriver en avance à son effondrement. La crise générale qu'il traverse actuellement n'est pas la conséquence mais la cause de la chute du fascisme : celle-ci n'en a été que la première manifestation *visible*, et le faux nom de baptême dont l'a affublée le spectacle. Il s'agit en fait de la crise qui ébranle les sociétés capitalistes, bourgeoises et bureaucratiques, du monde entier, aggravée ici par la conjonction du long immobilisme fasciste et de la décomposition anticipée de toutes les politiques de substitution. Ainsi se posent au Portugal, *concentrés dans le temps*, tous les dilemmes actuels des classes propriétaires du monde qui, ne pouvant sauver l'économie ni être sauvées par elle, se disputent sur la manière d'administrer son échec et, si possible, de le rendre rentable pour le renforcement de l'État en le déguisant en « crise de l'énergie » ou en « crise économique » : il s'agit donc principalement du bon usage des staliniens en pareille circonstance. Comme le dit un homme d'État avisé, et plus franc que d'autres parce qu'au chômage :

> « Si le Portugal donne dans les mois et les années à venir l'exemple d'un modèle qui prend forme et qui réussit, cela servira de précédent en Espagne, en Italie et en Grèce. La France même en sera influencée. » (Mendès-France, cité par *Le Monde* du 13 mars 1975.)

Le 25 avril n'a pas entamé le délabrement de la société portugaise, il l'a trouvé à son arrivée. Ce jour-là Caetano, encerclé et déjà vaincu, laissa échapper qu'il cédait la place à Spinola « pour que le pouvoir ne tombe pas dans la rue ». Il venait de trahir le secret de la « révolution démocratique », son essence originelle de réaction contre tout ce que l'effondrement de l'État salazariste mettait en branle.

Il fallait que le pouvoir, qui ce jour-là passait par la rue, *n'y reste pas*. La foule, assiégeant la police politique dans ses

bâtiments et décidée à lui faire un mauvais sort, l'avait obligée à sortir de la « neutralité » dans laquelle elle n'attendait que de changer d'employeur, et les fusiliers-marins à prendre parti contre la police. L'affaiblissement du nouvel État commençait avant même sa fondation. Ce sont les travailleurs et les soldats qui ont ainsi refusé dès le début les conditions que Spinola et les généraux de droite avaient posées à leur adhésion au coup des capitaines : la continuité de l'État, *c'est-à-dire de sa police.* (De même ne devaient être libérés que les prisonniers politiques staliniens et socialistes). Finalement les tortionnaires de la P.I.D.E. durent être sauvés de la haine des masses par l'emprisonnement.

Chaque époque retrouve à sa fin la réalité de ce qui n'avait été que l'illusion de son commencement. Si le salazarisme mourait encerclé par la révolution et le désordre qu'il avait prétendu bannir pour toujours, la IIe République Portugaise naissait dans l'illusion que sa « révolution » démocratique mettrait de l'ordre dans les luttes de classes et écarterait indéfiniment la guerre civile. Le 25 avril 1974, ils se sont rencontrés et croisés dans la même erreur. La naissance de la nouvelle république fut aussi irréelle que la mort de l'ancien régime, mais elle contenait déjà toutes les contradictions annonciatrices d'une fin *bien réelle.*

Dans cette fête de la démocratie que célébra le 25 avril, le nouveau pouvoir n'avait pas celui de choisir ses invités : il devait les tolérer tous pour être lui-même toléré. Le prolétariat de Lisbonne s'abandonna à la généreuse ivresse de la fraternité, mais il lui donna un contenu pratique qui débordait déjà les phrases redondantes sur « l'unité antifasciste » en fraternisant avec les soldats contre la hiérarchie militaire, commençant ainsi à libérer ses libérateurs. Tous les partis politiques se retrouvaient pour souscrire à la proclamation du nouvel État, s'acceptant mutuellement comme alliés sous la garantie collective du

M.F.A., qui leur permettait de renoncer respectueusement à ce qu'ils n'avaient jamais voulu, à l'arme de la critique et à la critique des armes. Mais la fraternisation dans la rue avançait déjà *la critique de l'armée*, et l'armée était alors tout ce qui restait de l'État portugais.

L'époque qui s'ouvre alors a pour fondement l'extrême misère du pouvoir d'État au Portugal. Le fascisme était devenu inséparable d'une guerre perpétuelle aux colonies. L'intérêt du peuple et des combattants était d'arrêter la guerre, celui des colonialistes et des généraux était de la gagner. Le fascisme et ses institutions politiques archaïques étaient entourés dans la métropole par des conditions modernes d'exploitation capitaliste. L'intérêt des travailleurs était de détruire le capitalisme, celui des partis était de le maintenir en modernisant et démocratisant les institutions. Incapable de tout et même de durer, le régime de Caetano s'est suicidé par impuissance, laissant ainsi aux travailleurs la tare initiale de leur mouvement : le fait de ne pas l'avoir tué. Mais ceux qui volaient aux travailleurs le premier acte de leur révolution moderne leur économisaient le dernier acte de l'ancienne époque. Le prolétariat a pris son ticket d'entrée sur la scène historique des mains des militaires qui abandonnaient le théâtre d'opérations de la *dernière* guerre coloniale. Et la révolution portugaise commençait ainsi par ce qui est la nécessité ultime de la révolution dans tous les pays : *la subversion de l'armée.*

La guerre ruineuse que l'État salazariste avait menée en Afrique non seulement n'avait pu résoudre, bien évidemment, le problème colonial, mais elle avait exacerbé tous les autres. Elle avait paru permettre de conjurer deux dangers bien différents, que représentaient respectivement les étudiants et les chômeurs : l'opposition réformiste technocratique et l'opposition révolutionnaire prolétarienne

à la dictature. Mais transporter ces contradictions au sein de l'armée ne servit qu'à les armer.

Parce que l'État portugais avait lié son sort à la guerre coloniale, il dépendait de l'armée. Parce que la hiérarchie militaire devait faire accepter aux soldats le combat contre une guérilla *mieux armée qu'eux*, elle dépendait du refus de la base de se battre dans de telles conditions. Les capitaines se sont imposés à la base comme sa représentation politique pour finir la guerre, et à la classe dominante, sous la couverture de Spinola, comme sa représentation sociale de substitution pour commencer la paix.

Les étudiants, qui voyaient leur emploi par une modernisation technocratique bloqué par le fascisme, rêvaient donc, comme leurs homologues des autres pays, mais avec de meilleures raisons, de prendre le raccourci bureaucratique de la « révolution ». Si en règle générale les étudiants et les cadres au chômage adhèrent à une idéologie bureaucratique (gauchiste ou stalinienne) dans l'espoir d'accélérer leur promotion, et rêvent ainsi d'ouvriers armés dont ils seraient l'état-major, au Portugal ils se sont trouvés effectivement transformés en officiers d'ouvriers et de paysans habillés en soldats. Voilà la première bizarrerie de la révolution portugaise, qui explique toutes les autres : l'extrémisme bureaucratique du gauchisme, partout ailleurs désarmé, a été ici armé par l'État. Les fils de la bourgeoisie dont la promotion de cadre était interrompue par quatre années à travers le sang et la boue de l'Afrique, y retrouvant ceux qui de leur côté avaient choisi l'armée comme seule perspective de promotion, se sont constitués avec eux en « Mouvement des Forces Armées », se donnant pour but à la fois d'arrêter la guerre coloniale et de sauver l'économie portugaise.

Le M.F.A. contenait ainsi la contradiction originelle de vouloir transformer l'État en ayant besoin en même temps

de le défendre, puisque son programme ne pouvait être réalisé que par lui ; de se prétendre « révolutionnaire » pour avoir *légalisé* les contradictions sociales et de rester au centre de la médiation nécessaire à leur conservation; de désirer que les Forces Armées soient le « moteur » de toutes les transformations sans se transformer elles-mêmes.

Dès le début, le M.F.A. n'a fait que ramasser le pouvoir qui tombait de tous les côtés, et par la suite il a dû chaque fois remplir le vide qui s'élargissait sans cesse au sommet de la société, avec les échecs successifs de la normalisation démocratique bourgeoise. Cette nouvelle version galonnée du pouvoir bureaucratique a du moins l'indéniable originalité de s'être édifiée *malgré elle,* contrainte et forcée. Les capitaines n'étaient que semi-gauchistes parce qu'ils étaient déjà *dans* le pouvoir de classe : leur Sierra Maestra avait été la jungle africaine, mais *contre* les guérilleros. Ils étaient cependant gauchistes dans la mesure où tout les poussait à devenir eux-mêmes le nouveau pouvoir de classe.

Mais on n'en était qu'au début. Les capitaines devaient recourir à Spinola pour être acceptés par la bourgeoisie réactionnaire, comme celle-ci devait les accepter pour avoir Spinola, qui portait tous ses espoirs. Et tous, unis par leur faiblesse face à la menace du prolétariat, savaient qu'ils ne pouvaient s'offrir le *luxe nécessaire* d'un Parti Communiste dans l'opposition. Les staliniens, de leur côté, n'hésitèrent pas sur les risques respectifs de défendre le pouvoir en y accédant ou en n'y accédant pas, car il s'agissait avant tout de lui permettre de se constituer en gagnant du temps auprès des masses. Spinola fut aussi pressé d'inviter Cunhal à siéger au gouvernement que celui-ci le fut d'accepter : ils l'étaient tous deux par le même ennemi.

Socialistes et communistes ont été appelés au premier Gouvernement Provisoire en tant que « représentants des masses » mais leur mandat et le peu de pouvoir qu'ils ont

obtenu ne leur venaient pas des masses mais de Spinola lui-même. Et ils ont en fait représenté Spinola auprès des masses bien plutôt que celles-ci auprès de Spinola, car ils voyaient dans sa personne la seule garantie de tolérance de la droite envers eux. Parents pauvres du pouvoir, mais en espérance d'héritage, ils l'assiégeaient respectueusement mais ne l'attaquaient pas. Au contraire ils le défendaient, car l'opportunité de diriger la vie politique dont ils avaient été exclus pendant quarante-huit ans n'était obtenue que parce qu'on leur avait *permis* de devenir visiblement ce qu'ils étaient déjà essentiellement : des partis de l'ordre. S'organisant à partir du terrain de l'État contre les luttes des travailleurs, ils se sont transformés en Junte de Salut de la « Junta de Salvaçao Nacional ».

Avec la gauche comme alliée, le nouvel État risquait son présent par la tolérance de ce qui avait toujours été et serait à nouveau interdit, à seule fin d'assurer son avenir par la préparation de nouvelles lois anti-ouvrières et la création d'une structure de partis et de syndicats qui, sous le signe de « l'unité nationale antifasciste », aurait à construire la collaboration de classes.

Tous les pouvoirs d'Europe applaudissaient cette fausse jeunesse de l'idéologie bureaucratique ouvriériste, eux qui s'affolent de voir les mensonges syndicaux usés jusqu'à la trame et de plus en plus inutilisables.

Mais déjà le 1er Mai à Lisbonne, au cours de la première manifestation de masse depuis un demi-siècle, alors que tout le monde était dans la rue et euphoriquement unanime, un ouvrier marchait seul avec cette pancarte, l'unique dont on se souvienne :

> « Attention, ouvriers : vous avez maintenant trop d'amis ! »

Car les faits ont la tête dure. Le fascisme avait congelé pendant quarante-huit ans les contradictions et les illusions à

leur propos. Il a suffi de quarante-huit jours de démocratie pour que les contradictions mûrissent, et que les illusions pourrissent. Le vieil affrontement politique du fascisme et de l'antifascisme disparaissait de la scène, la question sociale revenait, dans sa vérité pratique toujours nouvelle.

Si un demi-siècle d'oppression salazariste avait pu faire croire aux travailleurs qu'elle ne finirait jamais, aussitôt qu'ils ont trouvé jour à en sortir ils ont été si surpris, si enthousiastes et si emportés qu'ils sont passés tout d'un coup à l'autre extrémité, et que, bien loin de considérer la révolution comme impossible, ils l'ont crue facile; et cette disposition toute seule est quelquefois capable de la faire.

Dans l'euphorie de la libération, les travailleurs avaient signé un *chèque en blanc* au programme du M.F.A., mais on s'aperçut vite que c'était un chèque sans provision. Ils n'avaient reconnu à leurs ennemis le droit d'exister que pour pouvoir exister eux- mêmes, et leur renonciation formelle à leur autonomie de classe, ils la réfutaient journellement dans la pratique. Démontrant avoir bonne mémoire, et continuant la lutte qu'ils n'avaient *jamais* interrompue, ils commençaient seuls leurs luttes revendicatives. L'État gagnait du temps, ils brûlaient des étapes. Pendant la première vague de grèves, la majorité de la population s'est jointe au prolétariat urbain et rural dans un mouvement de contestation, d'arrêts de travail et d'occupations dont l'extension, mais surtout l'intensité et *la forme*, dépassait fin mai tout ce que la bourgeoisie avait pu attendre ou avait cru pouvoir supporter. Et le mieux était encore à venir.

Pour réorganiser et développer rapidement la production et moderniser les institutions, la nouvelle République du Capital avait besoin de la paix sociale. Pour l'obtenir elle avait d'abord compté sur son propre pacifisme. En avril, elle cherchait, donnant ceci comme son principal mérite, à n'effaroucher personne, s'effrayant plutôt elle- même

continuellement, et pensant par sa mansuétude, sa vie passive, acquérir le droit à la vie et désarmer les résistances. Le fascisme est mort, tout le monde est démocrate, et « un peuple uni ne sera jamais vaincu »… Mais lorsque la fraternité des classes antagonistes dont l'une exploite l'autre, cette fraternité proclamée en avril, inscrite en grandes lettres au front de Lisbonne, trouva en mai son expression véritable, authentique, prosaïque, dans la *guerre sociale* qui commençait, alors le pouvoir, staliniens en tête, dut jouer le jeu dangereux de forcer la dose sur l'idéologie et, agitant le spectre du fascisme, d'évoquer à tout propos l'ennemi commun aux masses et à l'État pour que les masses croient avoir quelque chose de commun avec cet État. Du moins les staliniens espagnols, lorsqu'ils firent le même travail pour la République pendant la guerre civile, avaient-ils en l'espèce, avec le franquisme, un moyen de chantage effectivement redoutable. Le grand malheur des staliniens portugais a été de ne pas avoir d'ennemis à droite qui soient présentables, parce que ceux qu'ils avaient, ils les avaient eux-mêmes baptisés démocrates.

Comme le prolétariat n'avait pas paru depuis cinquante ans sur la scène historique, les bureaucrates avaient absolument cessé de croire qu'il pût jamais s'y montrer; et effectivement ce n'est pas grâce à lui qu'ils obtinrent leurs ministères. A force de le voir insensible à leurs injonctions « démocratiques et nationales » ils le jugeaient sourd; et eux qui avaient le plus à redouter sa colère s'entretenaient à haute voix en sa présence des injustices cruelles dont il avait toujours été victime. Emportés par la routine de leur faux langage, il leur est arrivé cette comique mésaventure de voir leur creuse phraséologie dotée d'un contenu *contre eux*. Au mépris outrecuidant des bureaucrates répondit cette ruse du prolétariat de s'avancer masqué, derrière les mots d'ordre mêmes de l'État et des partis. Le *saneamento,* l'épuration des fascistes, prise au pied de la lettre, devint le règlement des

comptes avec *toute* la classe dirigeante, qui aurait pu déclarer en bloc comme ce policier de la P.I.D.E. :

> « Nous aussi nous sommes des démocrates. Nous voulions adhérer au 25 avril, mais on ne nous a pas laissés. »

Les bureaucrates pouvaient facilement protéger les grands capitalistes et les politiciens compromis, dont en fait personne ne se souciait, mais pas les sous-fifres que les travailleurs avaient sous la main dans les usines ou dans les mairies; or c'était précisément avec cette couche de cadres que la bureaucratie, agissant pour le compte du nouvel État, devait s'entendre au plus vite pour réorganiser l'exploitation.

Comme devaient l'écrire en septembre les travailleurs de la LISNAVE, les chantiers navals de Lisbonne, dans leur *premier communiqué à la population,* « En menant cette lutte politique, l'épuration, elle – la classe ouvrière – prend conscience de lutter non seulement pour la chute des structures fascistes dans la LISNAVE mais aussi contre toute la bourgeoisie exploiteuse. »

L'époque se déclarait emphatiquement révolutionnaire, les travailleurs le devenaient *sans phrases*. Utilisant les moyens de communication, momentanément débarrassés de la censure, mais surtout se reconnaissant à travers leurs actes, livrant le combat sur le terrain de la production et de la vente des marchandises, ils commençaient à toucher à leur racine pratique les mystères de l'économie politique. Lorsqu'ils dénonçaient tout ce qui existe en dehors d'eux dans l'organisation du travail comme « sabotage économique », ils découvraient en fait l'irrationalité fondamentale de l'économie, que tout aménagement bureaucratique ne fait que renforcer. Pour échapper définitivement à toute manipulation stalinienne, il leur fallait encore, comme tous les travailleurs du monde, connaître l'économie elle-même comme *sabotage de la vie*. Mais tout les y menait.

Un tel processus était bien fait pour effrayer les staliniens. Et il les effrayait en effet. Voilà le malheur des partis bureaucratiques dans cette époque : ils ne se font croire que quand ils font sentir la puissance des travailleurs et il est presque toujours de leur intérêt de la faire moins sentir que croire. Assurément le stalinisme ne peut que craindre la stupidité des masses tant qu'elles restent conservatrices, et leur intelligence dès qu'elles deviennent révolutionnaires. Sachant qu'ils seraient rendus responsables même de ce qui se faisait malgré eux, les staliniens devaient tout sacrifier pour défendre un État qui était disposé à les sacrifier tous, et ils ne pouvaient rien faire d'autre que travailler à créer la situation dans laquelle ils ne seraient plus nécessaires.

Comme pouvaient l'écrire dès le 26 mai les révolutionnaires les plus conscients :

> « Au contraire des bureaucrates bolcheviques, avec. Lénine à leur tête, qui pour s'approprier le pouvoir étatique sont passés par l'élimination de Kérenski, le P.C.P. entre dans le pouvoir d'État avec Kérenski associé à Kornilov. Au contraire de ce qui est présenté apparemment comme une force de l'État portugais, le gouvernement provisoire est exactement le *synonyme de sa fragilité réelle*. Aucun parti, en particulier, ne peut s'approprier *tout* le pouvoir; chacun est donc obligé de le partager. Les accords *réels* institués sont l'acceptation immédiate de la perspective de la *démocratie bourgeoise*, à grands pas sur la voie parlementaire, dans laquelle ils ont tous pour alliés ceux-là mêmes qui n'y tenaient pas. Si Mario Soares est un bon allié pour Spinola, celui-ci n'est cependant pas très présentable ni pour Alvaro Cunhal ni pour Mario Soares. Tous deux cherchent à se libérer de l'allié que l'histoire leur a donné, et c'est cela la *véritable* discussion entre eux, mais de peur de devoir accepter un Spinola encore plus autoritaire ce sont les masses qu'ils doivent désarmer immédiatement. »
>
> Affiche du *Conselho para o desenvolvimento da revoluçao social.*

Toutes les fractions au pouvoir, initialement d'accord pour désarmer le prolétariat afin de l'obliger à payer la « dette du fascisme », s'apercevant que le peu obtenu par les travailleurs, et surtout *la façon* dont ils l'avaient obtenu, *était déjà trop,* ont commencé à se diviser en s'accusant mutuellement, et avec raison, d'aggraver ou d'être incapables de résoudre la situation.

Mais la question centrale des divergences au sein de la coalition gouvernementale portait sur la manière de convaincre les capitalistes nationaux et étrangers de payer le « prix de la démocratie » : les coûteuses réformes nécessaires à la rationalisation et à la modernisation du capitalisme portugais. Les uns devaient respecter leurs anciens compromis, et les autres protégeaient leur électorat futur. En essayant de convaincre la bourgeoisie financière et industrielle, le nouveau pouvoir reconnaissait qu'elle dominait la situation, au-dedans et au-dehors du Portugal. S'étant refusée dès le début à abandonner sans résistance tout le pouvoir politique pour maintenir son pouvoir social, elle pratiquait le sabotage économique par la limitation du crédit et de l'emploi. Les capitalistes faisaient confiance à la promesse de Spinola de faire revenir la paix sociale plutôt que les soldats, et de conserver une grande partie de l'Afrique. Et de fait le salaire minimum a été le maximum que la bourgeoisie a accepté de donner pour sa propre cause.

L'empire « pluri-racial et pluri-continental » avait été l'espace vital démesuré et toujours en friche qui avait permis à la bourgeoisie portugaise de se maintenir dans son présent intemporel. (Un fait exprime au mieux ce recul de la bourgeoisie devant ses tâches modernes : en portugais le même mot sert à désigner à la fois *l'exploration* et *l'exploitation*). Elle avait toujours voulu et réussi à ignorer le « mauvais côté » de son monde, organisant policièrement l'invisibilité du prolétariat et freinant arbitrairement, avec

celui des conditions modernes de production, le développement de la pollution généralisée. Le coup du 25 avril, qui ne s'était pas fait contre elle mais *à côté* d'elle, lui annonçait ce qu'elle était obligée de devenir *vite*, et Spinola devait être le pont qui lui permettrait de franchir l'abîme qui la séparait de ses propres nécessités.

Ainsi la figure de Spinola dominait-elle la bourgeoisie de droite, qui ne pouvait accepter son avenir que sous les traits de son passé; et c'est en ceci seulement que la sempiternelle comparaison journalistique avec De Gaulle était justifiée. Mimant De Gaulle dans des conditions bien plus difficiles, il ne pouvait l'être dans la mesure même où il lui aurait fallu pour réussir être à la fois le De Gaulle de 1944, de 1958, *et de 1968*. Il ne fut donc finalement que le De Gaulle piteux de 1969, cadavre politique digne pour toute épitaphe de ce trait de Retz :

> « Tout homme que la fortune seule a fait homme public devient presque toujours, avec un peu de temps, un particulier ridicule. L'on ne revient plus de cet état. »

Si l'image du Général-Président dominait la bourgeoisie de droite, lui-même était dominé par ce qu'il représentait au gouvernement : la continuité formelle de l'État. Pour tous il semblait identifier sa personne avec la cause de l'ordre, mais il identifiait en fait la cause de l'ordre à sa personne. Et si pour défendre l'ordre il dictait des lois et exigeait des pouvoirs, il n'était quelqu'un politiquement que pour avoir accepté, à un certain moment, de briser cet ordre. Ce rôle contradictoire de l'homme explique les contradictions de son gouvernement, ses tâtonnements confus, s'efforçant tantôt de gagner, tantôt d'humilier tel ou tel parti, et finissant par les lancer tous en même temps contre lui. Manque d'assurance pratique qui contrastait comiquement avec le style présidentiel et catégorique de ses discours. Nationaliste émotif, Spinola voulait à tout prix la paix dans la métropole

pour sauver ce qui pouvait l'être dans les colonies. Nationaliste cérébrale, la gauche voulait le contraire.

Mais il faut dire que Spinola n'avait rien d'extraordinaire, même dans son imbécillité : son incohérence était celle du pouvoir étatique dans une telle situation. Acculé à la « neutralité » par sa condition contradictoire de représentant des intérêts supérieurs du capitalisme portugais et d'agent de la « révolution démocratique », l'État devait arbitrer le corps à corps des patrons et des ouvriers, et intervenir partout pour maintenir le statu quo. Mais sans police syndicale et même sans police du tout, cette dure nécessité l'a obligé à s'en remettre chaque fois plus aux partis qui parlaient au nom de la classe ouvrière, à leur abandonner toujours plus, avec les besognes de basse police répressive et de haute police idéologique, *la réalité de l'État*.

Calomnies, mensonges, provocations et manœuvres de division des staliniens se sont; jetés sur les travailleurs comme jadis la police de choc et la gendarmerie de Salazar. Et ceci a appris *en accéléré* aux prolétaires portugais ce que leurs camarades des pays plus avancés ont dû apprendre en cinquante années de contre-révolution permanente.

Qu'est-ce qu'un État qui ne disposerait pas de « détachements spéciaux d'hommes armés ? » Le Portugal nous a montré ce malheureux prodige. Il avait bien fallu mettre la P.I.D.E.-D.G.S. à l'ombre, les autres forces de police étaient négligeables, et surtout risquaient, à être trop vite remises à l'ouvrage, de devoir subir le même sort que la P.I.D.E.. Spinola avait nommé à la tête de la commission pour le « démantèlement » de la P.I.D.E.-D.G.S. le général Galvao Melo. Qu'il suffise de dire pour caractériser ce triste sbire, limogé le 28 septembre et arrêté le 11 mars, qu'il compara froidement, au cours d'un voyage officiel au Brésil, le 25 avril au coup d'État militaire de mars 1964 contre Goulart. Pour donner corps sans doute à cette thèse très spéciale, il fit tout

son possible dès le début pour sauver ce qui pouvait l'être de la P.I.D.E. Quant aux bureaucrates de la gauche, chargés de dépouiller dans le plus grand secret les innombrables dossiers de l'ancienne police politique, ils se mirent vite d'accord pour ne pas les publier, et surtout pour en dissimuler l'essentiel : le réseau d'informateurs qui avait assuré à la P.I.D.E. son efficacité. Certaines « révélations » furent utilisés dans les luttes entre gangs bureaucratiques, mais, sous le contrôle des staliniens, la commission de démantèlement de la P.I.D.E. se transforma progressivement en commission d'organisation de la future police politique.

En attendant, il fallut bien, pour les nécessités brûlantes de l'ordre public, avoir recours aux troupes régulières, qui après le 25 avril jouissaient d'un grand prestige auprès des masses. Mais ce prestige ambigu avait pour base la fraternisation, il impliquait le respect du dialogue, la libre discussion des problèmes. Ainsi, en mêlant l'armée à tous les conflits, le pouvoir la rendait de moins en moins sûre : ce n'était pas tant l'armée qui ramenait le calme que le désordre qui gagnait l'armée. Les soldats n'utilisaient pas leurs armes, ils parlaient ; et comme ils parlaient, ils écoutaient aussi, et s'imprégnaient ; chaque fois plus de l'esprit de liberté et de contestation des travailleurs.

La classe ouvrière portugaise avait occupé le terrain que la démocratie lui avait ouvert sans avoir eu le temps de l'aménager pour l'y contrôler : le terrain du syndicalisme, mais vide de syndicats. Les travailleurs ont ainsi pris dès le début l'habitude et le goût de la démocratie directe, et si leurs revendications n'avaient d'abord rien de particulièrement subversif, la manière dont ils les formulaient l'était sans aucun doute déjà. Lorsque les syndicats, ces écoles de la passivité, furent institués par en haut, en reprenant les structures corporatistes fascistes, ils se trouvèrent avoir affaire à des travailleurs qui s'étaient déjà

transformés et éduqués eux-mêmes dans l'organisation de leurs luttes, se réunissant à la base en assemblées générales, élisant leurs délégués et leurs comités de grève. La peur et la haine des bureaucrates devant ce mouvement spontané éclate chez ce stalinien qui ultérieurement déclara carrément qu'il fallait éviter les assemblées générales où « les manipulations sont faciles vu la très faible politisation de la base » (*Le Monde* du 30-31 mars 1975). Le même autoritarisme idéologique, qui appelle manipulation la libre discussion et politisation la soumission aux appareils, avait déjà amené le stalinien espagnol J. Hernandez à expliquer ainsi en mars 1937 la « manie de la socialisation et des saisies » qui s'était emparée des masses : « Pourquoi les travailleurs sont-ils tombés dans ces erreurs? En premier lieu, par méconnaissance du moment politique dans lequel nous vivons, qui les a amenés à croire que nous étions en pleine révolution sociale. » On sait que ce genre d'interprétations ne précède généralement que de peu sa démonstration *à coups de fusils* : comme à Crondstadt, comme à Barcelone.

Ce furent évidemment des militants socialistes et surtout staliniens qui occupèrent les postes syndicaux, lorsqu'ils ne s'y étaient pas déjà infiltrés pendant le fascisme; mais ceux qui ne furent pas dégoûtés par leur nouveau travail n'y gagnèrent que de démontrer plus vite leur ignominie. Leur difficulté à arrêter le mouvement de grèves ou de menaces de grèves qui frappait toutes les usines du pays, ou du moins à limiter les dégâts, fut pour le pouvoir le premier signe que le nouvel ordre était bâti sur le sable, et que ce sable était mouvant. Après la première vague du mois de mai, le salaire minimum de 3 300 Escudos (pendant la clandestinité le P.C.P. en exigeait 6 000) avait été décrété à la hâte pour acheter la tranquillité. Les travailleurs, qui avaient d'abord découvert leur force dans la faiblesse de leurs ennemis, apprenaient maintenant combien elle était révolutionnaire

par la haine et la calomnie des patrons et de tous les partis. La gauche combattait maintenant ouvertement ce qu'elle avait d'abord dû tolérer.

L'époque des grèves dures commençait, les occupations où la production continuait sans patrons, sans administrateurs, l'épuration des cadres fascistes, c'est-à-dire presque tous, la vente sauvage au public et aux autres entreprises, la prolifération des journaux de grèves, l'organisation de liaisons entre les usines. Ce tournant fut marqué par la grève des Postes (C.T.T.), où les staliniens utilisèrent toutes leurs armes, et où les grévistes commencèrent à forger les leurs en communiquant la vérité de leur lutte. Ils avaient compris que, comme le disait un tract d'agitation sur le moment, « le prix pour pouvoir exiger librement ses revendications est de savoir y renoncer « librement » (19 juin 1974).

Le durcissement des grèves à partir de juin a conduit tout droit à la crise gouvernementale de juillet, mais il a surtout marqué dans le mouvement des travailleurs le début d'une formulation autonome de ses tâches, qui devait bien évidemment ridiculiser ce qui avait toujours été insignifiant : le gauchisme organisé. Parti de rien, il est très vite parvenu à la misère. Condamnés à être toujours doublés à droite par les staliniens et à gauche par les travailleurs, les gauchistes sont restés stupides avec leur faucille entre le marteau et l'enclume, remâchant amèrement leurs bribes d'orthodoxie sans emploi et même sans prestige dans une telle époque. Après avoir proféré leurs derniers bredouillis sur la juste lutte des mouvements de libération africains, leur seule perspective aurait pu être de faire, face aux staliniens au gouvernement, ce que les staliniens font quand ils ne sont pas au gouvernement. Mais si les staliniens les combattaient, les travailleurs les méprisaient. Arrivés trop vieux dans un monde trop jeune, ils n'ont fait que suivre. Et leur dernière arriération consiste à croire qu'ils sont arrivés trop tôt.

Incarnant la réalité bureaucratique dont le gauchisme ne détenait que l'illusion intempestive, le P.C.P. était sorti de la plus longue des clandestinités comme le dernier parti stalinien maintenant l'idéologie du bolchevisme et s'appuyant sur une base essentiellement ouvrière. Sautant cinquante ans en quelques mois, comme le mouvement réel, il devait être le premier à montrer le visage contre-révolutionnaire *moderne* du stalinisme, à l'heure du « compromis historique ». S'il y a perdu les plus combatifs de ses militants dans la classe ouvrière, il y a gagné chez les étudiants, les journalistes, les employés et les officiers ceux qui peuvent être ses meilleurs soutiens dans son nouveau rôle d'idéologue actif du maintien de la domination de classe contre chaque classe particulière. Car ce n'est plus le stalinisme qui se décompose, mais la société qui, en se décomposant, devient stalinienne.

Spinola, quant à lui, fut victime jusqu'à la fin du seul procédé d'intimidation par lequel la droite réactionnaire, bien que minoritaire, imposait sa politique au gouvernement : le mythe du parti communiste travaillant à s'emparer du pouvoir. Le P.C.P., qui ne travaillait d'aucune manière à cela, s'était bien plutôt mis au service du pouvoir sans jamais arriver à lui imposer sa politique. Les staliniens ont voulu jusqu'à la fin sauver Spinola, mais celui-ci croyait qu'il lui était possible et nécessaire de se sauver sans eux : il ne faut pas négliger le rôle de la bêtise dans l'histoire.

En expulsant spectaculairement ses adjoints socialistes et communistes du premier Gouvernement Provisoire en juillet, Spinola leur reprochait bruyamment de ne pas avoir bien accompli leur tâche de neutraliser les travailleurs, tandis que la gauche reprochait discrètement au Président de n'avoir pas bien accompli, et d'avoir retardé, le compromis avec les mouvements de libération, nécessaire pour assurer l'ouverture internationale du Portugal et la neutralisation des

masses africaines. La guerre coloniale continuait et la guerre sociale ne faisait que commencer.

Solidaires jusque-là du secret étatique, sur la question coloniale et le reste, les ministres de gauche chassés se sont vus obligés de prendre l'initiative, non pas tant parce qu'ils voulaient éliminer la droite, mais parce que la droite n'avait pas pu les éliminer. Un peu plus intelligent que Spinola, Vasco Gonçalves, qui représentait la gauche du M.F.A., vit bien que ces faibles bureaucrates étaient encore les meilleurs défenseurs de la société actuelle, donc indispensables. Mais ce qui détermina le soutien du M.F.A. à la gauche et produisit, avec la perte du premier ministre Palma Carlos, l'affaiblissement de Spinola, ce fut surtout la question coloniale : plus proche de la réalité que les plans de Spinola pour cinquante ans de fédéralisme avant l'indépendance totale des colonies, le M.F.A. était bien conscient du fait qu'un mois de plus de guerre aurait achevé la décomposition de l'armée, et donc de l'État. On avait déjà dû arrêter des compagnies entières qui, leurs officiers en tête, se refusaient à embarquer pour l'Afrique, et chaque départ était marqué par des manifestations de protestation dans les aéroports militaires.

Avec les mouvements de libération, auxquels Spinola niait toute autre autorité que celle de cesser le combat, l'alliance, non seulement était souhaitable, mais possible et urgente : car eux-mêmes étaient obligés de s'allier à l'État portugais pour la répression de la révolte des masses africaines et des grèves qui menaçaient les projets de tous. Ils devaient montrer au monde leur capacité à construire et gérer de nouveaux États, sacrifiant les masses révoltées pour proclamer, avant même d'être effectivement indépendants, leur indépendance vis-à-vis d'elles.

Le M.F.A. ne pouvait donc qu'appuyer la gauche et s'opposer à Palma Carlos et celui-ci, après quelques jours de crise *secrète*, dut démissionner le 9 juillet, provoquant une

autre semaine de crise publique, mais dont personne ne connaissait l'origine. Le 17, Vasco Gonçalves était nommé premier ministre.

Le deuxième Gouvernement Provisoire a été présenté comme une victoire du M.F.A., mais en prenant cette précaution de ne pas dire *sur qui :* l'opération de Spinola avait raté, mais le *modus vivendi* et le secret sur les divergences au sein du gouvernement furent reconduits en prenant le malheureux Palma Carlos comme bouc émissaire. Si la victoire des partis de gauche et des capitaines du M.F.A. dans cette crise gouvernementale marque la fin réelle de la guerre coloniale au Mozambique et en Guinée, obligeant Spinola à accepter les mouvements de libération comme alliés et comme « mal nécessaire » pour arrêter la guerre civile qui menaçait en Afrique, ce fut en fait une victoire défensive des deux côtés, c'est-à-dire une victoire que tout le monde acceptait, mais que personne n'avait voulue.

La seule mesure offensive du M.F.A. à ce moment a été la création du COPCON (Commandement Opérationnel du Continent), destinée à garantir en actes toute la politique du deuxième Gouvernement Provisoire. Créé officiellement pour le maintien de l'ordre interne et pour coordonner la défense contre une hypothétique agression extérieure, le COPCON a trouvé dès le début son ennemi intérieur en défendant le gouvernement contre la réaction et le M.F.A. contre la réaction dans le gouvernement, les défendant tous contre le prolétariat, véritable ennemi extérieur campé aux portes du « Portugal novo ».

Commandement spécial coiffant les compagnies jugées les plus sûres dans les différentes armes, le COPCON était une mesure d'autorité, et le premier signe d'une restauration de l'État à partir du M.F.A., mais c'était une mesure qui montrait bien la faiblesse et la timidité d'une autorité qui ne peut pas se doter de corps spécialisés dans la répression, en

les prélevant dans les troupes et en leur donnant un entraînement spécial, parce qu'il lui faut avant tout maintenir la fiction de « l'armée démocratique ». Et il restait à savoir, puisque l'armée était tout ce qui restait de « sûr » au Portugal, et le COP- CON tout ce qui restait de « sûr » dans l'armée, qui allait s'assurer du COPCON, et pour faire quoi. Le commandement du COPCON fut attribué à Otelo Saraiva de Carvalho, jeune capitaine nommé immédiatement brigadier-général, en même temps que gouverneur militaire de Lisbonne, et qui avait été l'organisateur sur le plan militaire du coup du 25 avril. Dès le début, il ne cacha pas son mépris pour les généraux de droite, affiché dans ses déclarations comme dans ses actes. Face à Spinola, Carvalho allait incarner l'alternative militaire de gauche, et son étoile commencer à briller dans la mesure même où l'autoritarisme policier de la droite devait céder la place à l'autoritarisme idéologique de la gauche.

Le COPCON assurait d'une part une protection opérationnelle réelle au M.F.A. dans une armée qui était déjà, comme on le verrait plus tard, aussi divisée que le reste du pays; il institutionnalisait d'autre part la division du travail répressif qui, pour interrompre les luttes les plus menaçantes des travailleurs, ne nécessitait pour le moment qu'une poignée de militaires et la caution morale du P.C.P. Dès la fin août, on vit les uns et les autres en action contre la grève de la T.A.P. (transports aériens). Parallèlement – le 27 août – le nouvel État se dotait d'une législation anti-ouvrière avec la loi sur la grève (interdite en dehors des périodes de renouvellement des contrats collectifs, pour des motifs politiques et par solidarité; interdites aussi les occupations) qui donnait aux patrons le droit au lock-out. Si le 28 août le travail reprend partiellement, sous contrôle militaire, à la T.A.P., l'agitation s'étend néanmoins dans les jours suivants, grâce aux liaisons autonomes qui commencent dès lors à s'organiser. Le 19 septembre six mille ouvriers de la LISNAVE sortent dans les

rues manifester, contre les consignes de l'Intersyndicale stalinienne, et malgré la présence de troupes du COPCON aux portes des chantiers navals, destinées à leur interdire la sortie : les fusiliers-marins, puis les parachutistes, cèdent devant la détermination des ouvriers. Ceux-ci distribuent dans Lisbonne leur *premier communiqué des travailleurs de la LISNAVE à la population*, qui affirme leur solidarité avec toutes les grèves et leur détermination de lutter contre toutes les lois anti-ouvrières.

L'intersyndicale et les staliniens ont été désavoués, le COPCON a montré sa faiblesse : une police qui croit à l'idéologie du « peuple uni » et qui salue les ouvriers le poing levé, n'acceptera pas facilement de tirer les premiers coups de fusil sur les grévistes. Le programme de répression de la gauche s'avérant apparemment insuffisant, c'est donc l'heure pour la droite de montrer ce qu'elle sait faire. Et elle pense faire mieux : les staliniens essayèrent jusqu'à la fin de lui faire accepter leurs avances, mais elle persista dans son intransigeance minérale, comptant sur la réussite facile de sa conspiration. Le deuxième Gouvernement Provisoire devait donc aussi s'effondrer.

Le violent discours anticommuniste de Spinola le 10 septembre fut la voix de la mauvaise conscience de l'État, dont la bonne conscience était le M.F.A. Convenablement appuyé par la droite légale du P.P.D. et des « démocrates-chrétiens », c'était l'appel du Général-Président à la « majorité silencieuse » pour lui donner la caution nécessaire à un coup dans l'État, mais auquel ne répondit pratiquement que la « lumpen-bourgeoisie », les fascistes et la droite illégale, désireuse d'intervenir légalement dans le pouvoir. Que Spinola, après le fiasco de la ridicule manifestation de ses partisans le 10 juin, ait encore compté sur ses mauvais alliés de droite pour la difficile tâche d'éliminer ses mauvais alliés de gauche, cela ne peut s'expliquer, à part les hautes

complicités qu'il escomptait, que parce qu'étant leur chef *il devait les suivre…*

Quand l'extrême-droite passa à l'offensive, comme tout le monde s'y attendait, les masses étaient ignorantes de ce qui se passait réellement et de la position du Général- Président, les moyens d'information capitalistes et les partis ayant suivi leur tendance naturelle à tout faire pour dissimuler le danger et l'agonie interne du Gouvernement à la majorité de la population. Celle-ci, indifférente devant la fausse alternative électorale future entre la droite modérée et la modération d'un Front Populaire plutôt utopique, ne voyait d'une part que les *pronunciamientos* de la droite extrémiste qui se succédaient et de l'autre les *pronunciamientos* du P.C.P. pour la droite qui se multipliaient. Dans une course pour voir qui était le plus prudent, le chef du COPCON et le Ministre du Travail assuraient à l'ambassadeur américain et aux sociétés multinationales que leurs intérêts seraient « énergiquement garantis » ; la gauche officielle réprimait tout *hors* de l'appareil étatique et soutenait tout *au-de- dans,* se plaignant hypocritement et lâchement, jusqu'à être démentie par Spinola lui- même, de « l'usage abusif du nom du Président de la République » par les fascistes. Le P.C.P., quoique directement menacé, dénonçait tout « affrontement direct » qui altérerait une légalité qui, d'après ses éditorialistes, garantissait « une marge large et sûre ».

L'honneur que la jeune République n'avait pas pour elle-même, a été sauvé contre elle par les seuls travailleurs : défiant ouvertement les lois anti-grève et anti-réunion, ils ont montré à la partie indécise de la bourgeoisie et de l'armée qu'elle devait compter avec un adversaire puissant. Imitant ces exemples de courage, les partis et les syndicats pouvaient encore jusqu'au dernier jour renverser la situation et passer à l'offensive en appelant à la grève générale, mais cela leur paraissait bien plus dangereux encore que la menace fasciste.

Même quand Spinola s'est ouvertement compromis, toute la gauche de l'État appelait les masses à arrêter « la marche sur Lisbonne du monstre fasciste », sans dire que la tête était dans la ville, *au cœur du gouvernement*.

C'est la classe ouvrière elle-même qui a véritablement *découvert* cette crise secrète. C'est la descente dans la rue des masses populaires, la nuit du 27 au 28 septembre, même désarmées et sans informations au moment critique, qui a rendu public ce qui jusqu'alors était resté caché, et forcé par sa présence le développement ultérieur des interventions successives de la gauche et du M.F.A. Si le 25 avril la classe oubliée de l'Histoire se trouvait derrière le M.F.A., le 28 septembre la classe qui n'oublie pas l'Histoire se trouvait devant lui, obligeant les capitaines semi-gauchistes qui, au début, entouraient seulement les généraux, à se retrouver soudainement *encerclés* à leur tour par les soldats, les marins et les masses. Et celles-ci n'étaient plus celles du 25 avril, elles intervenaient d'une autre façon et avec une autre conscience.

Si tout au Portugal s'était jusqu'ici modifié dans le dos des travailleurs, le 28 septembre, pour la première fois, tout commença par leur force, mais pour finir au profit de ceux qui n'étaient que les ennemis de leurs ennemis. La détermination et la vitesse avec laquelle les travailleurs ont répondu à l'appel des partis et des syndicats ont montré qu'ils méritaient autre chose : ce qu'ils ne peuvent se donner qu'eux-mêmes. Mais le fait qu'ils ne se soient pas mobilisés *avant l'appel* explique pourquoi les barrages n'étaient pas des barricades, et pourquoi ils n'ont été dressés que hors des villes et vers l'extérieur. Et si, à ces barrages, on a bien vu que la récompense du soldat pauvre c'est le riche désarmé, la désobéissance initiale et générale des soldats et des travailleurs aux ordres de Spinola et de ses généraux n'empêcha pas l'obéissance finale aux capitaines, qui quoique « saluant de la main gauche », continuaient à saluer les généraux.

La tragédie d'horreur que tous attendaient du premier coup de l'extrême-droite se réduisit, par l'impéritie et le manque de préparation des uns et des autres, à une comédie des erreurs dont le seul résultat visible fut la démission de Spinola et son adieu- déclaration de guerre. Avec lui sortirent du gouvernement ceux qui croyaient que, comme pendant la Restauration, on devait encore au Portugal attaquer les apparences pour justifier les réalités, et pas le contraire.

Du 28 septembre 1974 au 11 mars 1975

> « … les intentions politiques initiales se modifient beaucoup au cours de la guerre, et peuvent devenir à la fin totalement différentes, précisément parce qu'elles sont en partie déterminées par le succès et par les résultats probables. »
>
> Clausewitz, *De la guerre.*

Les six mois écoulés entre le coup précipité du 28 septembre 1974 et le putsch tardif du 11 mars 1975 marquent la séparation définitive entre la lutte politique des différents programmes de désarmement des masses et le mouvement autonome des masses elles- mêmes. Tandis que l'idéologie antifasciste, appauvrie à l'extrême *avec son ennemi,* occupe la superficie de l'information, de plus en plus contrôlée par les nouveaux gérants du pouvoir, M.F.A. et staliniens, la révolution s'infiltre en profondeur dans la vie sociale. Et là, où elle découvre ses tâches réelles, il lui faut apprendre à se les formuler selon son propre langage.

Ce qui avait été la ruse historique du prolétariat pendant la première période, l'antifascisme pris au mot et mené à ses dernières conséquences pratiques, ne peut plus lui servir

alors qu'il lui faut connaître et *nommer* ses nouveaux ennemis, ceux qu'il s'est lui-même produit, la contre-révolution stalino-militaire massive et puissante qu'il fait surgir en face de lui. Au cours de cette phase de clarification rapide se fait cruellement sentir l'absence d'un courant radical *organisé* qui sache, à chaque moment décisif du processus, concentrer en quelques hypothèses et en quelques objectifs pratiques ce qui est dans toutes les têtes et déjà sur toutes les lèvres.

Sous son aspect supérieur, la guerre sociale ne consiste pas en *une quantité infinie de petits événements analogues* en dépit de leur diversité, que l'on peut dominer plus ou moins bien selon que sa méthode est plus ou moins bonne, mais en un certain nombre *d'événements singuliers de grande envergure* et décisifs qu'il faut aborder séparément. Mille exemples particuliers démontreraient le travail répressif des staliniens, mais fondamentalement ne serviraient à rien, parce qu'ils n'expliqueraient pas, comme ne l'expliquent pas les lamentations gauchistes ou ultra-gauchistes, en quoi ce travail répressif est différent de celui qu'ils font toujours et partout, et depuis longtemps. Si ce qui se passe aujourd'hui au Portugal, et la façon dont cela se passe, peut influer lourdement sur l'avenir de la révolution sociale en Europe et dans le monde, c'est que pour la première fois dans un pays non-bureaucratique, les staliniens n'ont pas pour rôle d'organiser la défaite du prolétariat et *d'être vaincus avec lui* (militairement comme en Espagne en 1936, ou politiquement comme en France en 1968), mais d'être eux-mêmes directement *victorieux du prolétariat.*

L'effondrement de la droite le 28 septembre a obligé les staliniens et leurs alliés du M.F.A. à faire eux-mêmes et seuls ce qu'ils auraient préféré faire avec la droite, mais que la droite voulait faire sans eux. Les masses ont été en fait seules victorieuses le 28 septembre, mais il leur a manqué de le savoir vraiment pour utiliser cette victoire. Il n'y a pas eu de

victoire de la gauche sur la droite, mais une retraite du pouvoir sur une nouvelle ligne de défense.

Le 28 septembre n'a été qu'une erreur de plus de la classe dominante portugaise; il n'a pas révélé mais seulement *confirmé* une impuissance qui était déjà contenue dans le compromis du 25 avril. Le capitalisme financier qui n'avait longtemps possédé le Portugal, par salazarisme interposé, que pour continuer à posséder les colonies, savait depuis quelque temps déjà que sa seule perspective d'avenir était d'abandonner les colonies pour entamer la colonisation marchande *en profondeur* de la métropole. Mais il crut pouvoir atténuer les conséquences et les risques d'un tel choix en le diluant dans le temps, et, hésitant entre deux partis, il prit le plus mauvais, qui est de prendre quelque chose de chacun : Spinola pour sauver les colonies, et les capitaines avec la gauche pour sauver la métropole. N'ayant pas su choisir entre les grands inconvénients, il les a tous eu : Spinola n'a pas pu sauver les colonies, ni se sauver lui-même. Le M.F.A. et la gauche ont pu jusqu'ici sauver la métropole, mais finalement pas les sauver eux, les capitalistes.

Pendant la crise de septembre, la bourgeoisie de droite montra qu'elle ne savait ni choisir ni accepter, ni vivre ni mourir, ni supporter la nouvelle République, ni la renverser, ni collaborer avec les staliniens, ni s'en débarrasser. De qui attendait-elle donc la solution de toutes ces contradictions ? Du calendrier, de la marche des événements. Elle cessait de s'attribuer un pouvoir sur les événements, les obligeant ainsi à lui faire violence, et provoquait par là la puissance à laquelle elle avait, dans sa lutte contre le prolétariat, abandonné les uns après les autres tous les attributs du pouvoir, jusqu'à ce qu'elle apparût elle-même complètement impuissante en face d'elle. Avec Spinola, la bourgeoisie n'avait possédé que le rêve anachronique et inopérant d'un « bonapartisme » dont il lui fallait maintenant supporter la réalité stalino-militaire *moderne*.

Car si les classes possédantes avaient été obligées, bien malgré elles, de se remettre entièrement entre les mains du M.F.A., en tant que classe dominante de substitution pour le sauvetage et la relance de l'économie marchande, le M.F.A., pour sa part, dut se remettre lui-même entre les mains des staliniens, en tant que propriétaires de l'idéologie appropriée à une telle tâche. Sans avoir été léninistes, car ils n'avaient pas pris le pouvoir au nom d'une classe mais l'avaient *ramassé* au nom de toutes, les capitaines sont donc devenus staliniens dans la mesure où ils ont dû défendre et renforcer le pouvoir d'État contre toutes les classes. Le P.C.P., outre son travail normal de répression subalterne, en est arrivé ainsi à assumer le rôle de *penseur* du nouveau pouvoir, produisant et transmettant l'illusion que ce pouvoir doit faire partager sur lui-même. Ne pouvant ni ne voulant s'approprier totalitairement le pouvoir, il a accepté avec joie l'opportunité d'être le tuteur idéologique de ces nouveaux riches de la politique, les capitaines.

La deuxième période de la révolution portugaise semble répéter, en en soulignant le trait, les péripéties qui n'avaient été qu'esquissées au cours de la première, comme pour qu'en sorte confirmée la *conclusion*. Les protagonistes politiques rejouent leurs cartes respectives, mais cette fois avec une pleine conscience de l'enjeu. Si dans la première période, ils avaient tous été surpris par le mouvement des masses, et avaient dû se replier dans le désordre, ils agissent maintenant à partir du nouvel équilibre défensif qui s'est instauré à la fin de septembre; d'accord pour ne pas rompre cet équilibre, ils ne le sont pas sur la manière de regagner le terrain perdu et régler la crise sociale que le prolétariat a installé au cœur de la société portugaise. Ceci devenant de plus en plus urgent, surtout à partir de janvier, la nouvelle coalition devait à son tour se désagréger, au profit du programme répressif le plus cohérent.

Après le 28 septembre, une fois la situation clarifiée en sa faveur, la gauche, dont la lâcheté avait donné à la conspiration hasardeuse de Spinola et de la droite ses seules chances de réussite, confessa soudain ce qu'elle avait toujours su : que le « danger fasciste » se trouvait dans la coalition. Elle accepta la victoire que lui offrirent les masses, trop heureuse que Spinola et la droite la moins présentable soient les seuls vaincus, afin de pouvoir s'entendre avec la droite la plus réaliste. Et elle en fit réellement *sa* victoire avec le « dimanche de travail » du 6 octobre, véritable appel d'offre de ces loyaux gérants aux capitalistes nationaux et étrangers.

Pendant cette période où tout semblait recommencer comme un 25 avril *contrôlé bureaucratiquement*, Spinola et l'extrême-droite se sont perdus en agitant mal à propos le spectre d'une révolution qu'ils ne comprenaient pas, tandis que toute la gauche au pouvoir se retrouvait dans l'illusion mal assurée que cette révolution, qu'elle ne comprenait que trop bien, pouvait être canalisée. Et la vérité a profité de ces deux erreurs pour suivre son chemin irréversible au sein des masses. « La vérité est comme l'huile », pouvait-on lire sur les murs des usines occupées; et en effet, malgré toutes les secousses de diversion, elle revenait toujours à la surface : il s'agissait bien d'une révolution moderne, dont le contenu réel débordait aussi bien les phrases d'alarme tragico-comiques de la droite que celles d'apaisement démocratique de la gauche.

Le 28 septembre avait appris aux soldats et aux travailleurs qu'aussi bien Spinola que le M.F.A., les partis de droite comme les partis de gauche, tous avaient été d'accord pour leur mentir et leur dissimuler jusqu'au bout la véritable situation. Et tandis que les staliniens s'attardaient à traiter Spinola de traître, les travailleurs commençaient à ne plus compter que sur eux-mêmes : on est trahi que si l'on est confiant. C'est pourquoi déjà, la nuit même, lorsque Cunhal

vint *demander* le démantèlement des barrages, il n'eut pas plus de succès que Spinola lorsqu'il l'avait *ordonné* à la radio.

Les mensonges qui avaient cours la veille encore se sont vus brutalement démentis par les faits : les staliniens devaient limoger eux-mêmes des cadres compromis dans la tentative de coup d'État, après les avoir défendus, par la calomnie et la répression, contre les grévistes qui demandaient leur épuration. Avant d'avoir à mentir pour eux-mêmes, les bureaucrates avaient déjà usé leurs mensonges et leur crédit pour Spinola. Ainsi, dans un pays où pendant un demi-siècle le mensonge avait été monopole d'État, le premier objectif que s'est donné le mouvement révolutionnaire des travailleurs et des soldats portugais, bien avant la formulation cohérente de ses tâches, et même avant la liaison entre les comités de base démocratiques élus dans les usines et les casernes (liaison qui s'organise maintenant), ce fut d'abord la pratique d'une exigence de la vérité et de la non-falsification. Tout ce qui falsifiait a commencé à être discrédité, boycotté et traité en canaille. Le dialogue s'est imposé partout, dans les usines et dans les rues, comme l'arme qui contient le mode d'emploi de toutes les autres.

Spinola et sa bande étaient partis, mais la plus directe réalité oppressive restait bien là, et ne donnait pas signe de vouloir démissionner. Les immenses problèmes concrets qui se posaient ne pouvaient attendre les projets chimériques des économistes, ni la bonne volonté des capitalistes, suspendue à des élections encore très lointaines. Pour faire marcher la société, les staliniens et le M.F.A. ont dû remplir le vide de pouvoir, dans la politique et l'économie, laissé par l'épuration, l'effondrement de la droite et la prudente expectative de l'ensemble de la bourgeoisie. Mais comme ce processus était le produit du développement autonome des masses, tandis que les bureaucrates occupaient le sommet de la société, celles-ci en occupaient la base, et commençaient à

s'approprier le terrain de *leur* révolution. Si, sur le terrain politique, elles n'avaient affronté que les ennemis de leurs faux amis, sur leur propre terrain social elles devaient combattre tous leurs ennemis, car sur ce terrain tous sont leurs ennemis, séparément ou ensemble.

La révolution portugaise désespère, à juste titre, tous les hommes du pouvoir et tous les pouvoirs du monde parce qu'elle montre à l'évidence que les travailleurs ne sont pas poussés à la subversion de cette organisation sociale par quelque enthousiasme passager pour des slogans extrémistes, mais bien par l'impuissance durable de tout ce qui existe en dehors d'eux, qui leur donne l'opportunité *et le besoin* de prendre en charge l'organisation matérielle de leur vie. Inutile de passer ici en revue les centaines de « Lip » qui sont, depuis des mois, la vie concrète de milliers et de milliers de travailleurs. Qu'il suffise de dire qu'une grande partie du Portugal vit grâce à la capacité d'auto-organisation des travailleurs, et ne survit que grâce à celle des soldats. Et quand un pays ne peut plus être gouverné *contre* les travailleurs, il ne peut bientôt plus être gouverné que *par eux*, ou *en leur nom*. Mais pour que la représentation prenne la place de la classe, au train où vont les choses, ou plutôt ce qui les fait danser, il faudra une répression ouverte.

La classe qui concentre en elle les intérêts révolutionnaires de la société trouve immédiatement dans sa propre situation le contenu et la matière de son activité révolutionnaire : combattre ses ennemis, prendre les mesures imposées par les nécessités de la lutte, et ce sont les conséquences de ses propres actes qui la poussent plus loin. Elle ne se livre à aucune recherche théorique sur sa propre tâche. Le besoin de la vérité, qui avait été sa première exigence pratique, la menait directement à connaître la vérité de ses besoins : à cette conscience de la nécessité qui doit mettre l'économie à son service, contre la fausse conscience stalinienne qui veut

la mettre au service de l'économie. Après le « dimanche de travail » pour « l'économie nationale », des travailleurs de la T.A.P. écrivaient le 27 octobre : « Les difficultés économiques de ceux qui exploitent n'intéressent pas les travailleurs. Si l'économie capitaliste ne supporte pas les revendications des travailleurs, voilà une raison de plus pour lutter pour une nouvelle société, où nous puissions nous-mêmes avoir pouvoir de décision sur toute l'économie et la vie sociale ».

A partir du mois de janvier, la constitution des *camps réels* de la guerre de classes se précipite. Le M.F.A. appuie la loi qui fait de l'Intersyndicale stalinienne le syndicat unique, et elle est adoptée par le gouvernement malgré l'opposition des socialistes. Ceux-ci doivent, comme chaque fois avant et après, ravaler piteusement leur programme de normalisation démocratique et suivre en maugréant la pente de la bureaucratisation, parce qu'à partir des prémisses contre-révolutionnaires communes à tous, et dans une telle situation d'incertitude, chaque nouvelle mesure est la conséquence logique des choix précédents; et rend plus irréaliste la perspective du retour à l'ordre au seul moyen des élections.

Si les socialistes avaient tort du point de vue de l'État, ils n'avaient aucune raison qui puisse intéresser les travailleurs. Ils n'auraient pu s'opposer sérieusement aux staliniens qu'en en appelant aux masses et à la démocratie ouvrière, mais c'est ce qu'ils voulaient moins que toute chose. Ils durent donc attendre avec la droite que les élections leur donnent une autorité légale que les décisions auxquelles ils souscrivaient avec la gauche leur enlevaient par avance. Les moins bêtes, voyant venir le coup de balai, se mettaient déjà du côté du manche : c'est ce qu'on appelle dans la presse une « scission de la gauche du Parti Socialiste ».

De son côté le mouvement des travailleurs, qui à travers mille crimes particuliers vise déjà spontanément le

dépassement de l'économie, commence à se donner en janvier, avec les moyens de son unification pratique, la possibilité de connaître sa vérité critique unifiée, et de la proclamer ouvertement contre toutes les solutions étatiques encore en litige. Si la subversion qui a bouleversé *tous* les secteurs de la société portugaise ne les a encore bouleversés *qu'en tant que secteurs séparés*, c'est que le prolétariat, ici comme partout, devait construire à partir de rien sa communication autonome pour utiliser *totalement* le terrain de la totalité qu'il avait déjà imposé comme champ de bataille. Mais en y parvenant, il démontrait ne pas avoir perdu son temps depuis le 28 septembre. Apparaissant désormais sous ses propres couleurs, et non plus pour défendre la gauche, il jetait à tous les pouvoirs du monde le plus sévère avertissement qu'ils aient reçu depuis la grève générale sauvage de Mai 1968.

Le 7 février 1975, à l'appel d'un Comité qui réunit des délégués de trente-huit grandes entreprises, et qui a pour origine les liaisons établies contre la répression à la T.A.P., plus de cinquante mille travailleurs et chômeurs manifestent dans les rues de Lisbonne. Leurs méthodes expriment clairement que c'est l'ordre de l'autonomie ouvrière qui s'avance pour défier l'ordre bureaucratique et militaire : la manifestation est silencieuse, les pancartes portent les seuls mots d'ordre décidés par le Comité Inter-Entreprises, l'auto-défense de la manifestation est parfaitement organisée. Et les gauchistes, évidemment accourus en croyant flairer la bonne aubaine d'ouvriers disponibles, sont remis à leur juste place : en queue de cortège, à l'extérieur du service d'ordre.

Manifestant contre le chômage et la présence au Portugal de troupes de l'OTAN, mais surtout méprisant ouvertement, avec le P.C.P. et l'Intersyndicale, le gouvernement, qui avait interdit toute manifestation pendant les dites manœuvres de l'OTAN, les travailleurs clamaient immédiatement, de façon

brutale, frappante, violente et tranchante, leur opposition à la société existante. Leur offensive *commençait* par là où *ont fini* jusqu'ici les luttes ouvrières en Europe : par la conscience de ce qu'est l'essence du prolétariat, dès qu'il se redécouvre comme la classe totalement ennemie de toute représentation autonomisée et de toute spécialisation du pouvoir. L'organisation même de la manifestation a ce caractère de supériorité. Tandis que tous les autres mouvements ne sont d'abord dirigés que contre le patron, l'ennemi visible, ce mouvement se tourne également d'emblée et explicitement contre le bureaucrate, l'ennemi caché.

> « Le parti communiste a été accusé d'"envahir l'intersyndicale pour augmenter son contrôle sur la classe ouvrière". La loi sur les associations syndicales a été déclarée par des orateurs "contraire aux intérêts des travailleurs". Les délégués dans les entreprises n'étant pas élus, mais nommés par les directions des syndicats, fonctionneraient, ont-ils déclaré, comme agents d'une "structure bureaucratique défendant les intérêts de la bourgeoisie". Des militaires qui gardaient l'immeuble du ministère du travail ont participé à la manifestation. Le poing levé, ils ont scandé, avec les manifestants : "Expulsons l'OTAN ! Vive la classe ouvrière ! " et "Soldats et marins sont aussi des exploités !" » (*Le Monde,* 9-10 février 1975)

Rions au passage de l'embarras de ce journal officiel de tous les pouvoirs, qui à l'heure de leur déconfiture générale doit bien tout de même mentionner de tels détails gênants, mais les relègue encore en quatrième page, sur une maigre partie de deux pauvres colonnes. *Le Monde*, entre mille autres fadaises, a interviewé longuement un membre de la confédération patronale portugaise déclarant « au risque de surprendre » le journaliste, qui méritait sans aucun doute d'être ainsi traité d'imbécile, qu'il approuvait entièrement non seulement le 25 avril, mais aussi le 28 septembre. Il a reproduit les propos de Soares, affirmant tout à fait à côté de

la question, non pas celle du journaliste bien sûr, mais celle de la réalité, qu'il avait convaincu les américains de leur intérêt à consolider la nouvelle démocratie portugaise. Enfin il s'est étendu sans cesse sur les espoirs illusoires et les mensonges éhontés des uns et des autres, poussant même un peu plus tard son souci de libre information jusqu'à accueillir les fines analyses d'un Lourau.

Cependant, lorsque la réalité révolutionnaire, qui pendant tous ces bavardages n'en a pas moins suivi son chemin souterrain et évident, ignorée des Niedergang et compagnie, revient au grand jour menacer de son sérieux tous ses ridicules exégètes, *Le Monde*, qui croit peut-être se sauver par la mise en page faute de mieux, doit bien lui laisser une petite place pour démentir tous ses mensonges, passés et à venir, sur la situation au Portugal. Voilà le triste sort d'un journal « objectif », dans une époque où la réalité objective commence à exprimer si bien la subjectivité réelle des individus, et à lui parler si bien. S'il continue dans la logique de cette tendance à accorder aux informations une place inversement proportionnelle à leur importance historique, *Le Monde* consacrera sans doute un entrefilet de deux lignes à l'annonce que Cunhal a été pendu par quelques travailleurs en colère. Ce qui donnera du moins un sens moderne et un nouvel intérêt à la rubrique « Chiens écrasés ».

Si la journée du 7 février était bien propre à désespérer les naïfs admirateurs du nouveau pouvoir portugais, ce fut aussi parce qu'elle montra plus lourdement que jamais, après les troubles de Mafra en décembre, que la base de l'armée n'était pas contrôlée par le M.F.A. Dans les hélicoptères qui survolaient la foule à basse altitude, les soldats saluaient la manifestation le poing levé. Et mieux encore : lorsque la foule déboucha face au ministère du travail gardé par des soldats du COPCON, et s'avança en s'adressant à eux, ils mirent la crosse en l'air et se tournèrent vers le ministère en

levant le poing. L'Internationale que tous chantèrent alors n'a pas fini d'empêcher de dormir les dirigeants du M.F.A. et des partis, comme les stratèges du Pentagone et du Kremlin.

Annonçant précipitamment la date des élections deux jours après, Costa Gomes déclarait que le M.F.A. et les « forces authentiquement démocratiques » seraient le « moteur de la révolution et la garantie de la paix sociale ». L'expression sans fard, jusqu'à la contradiction dans les termes, de l'incohérence fumeuse du programme étatique, souligne au mieux quelle était l'incertitude et la confusion de toutes les fractions du pouvoir après le 7 février. Elles s'étaient trouvées d'accord jusqu'ici sur ce seul objectif précis de n'en avoir aucun, et d'attendre tout des élections et de la nouvelle légalité qui en sortirait. Il fallait seulement que le prolétariat leur laisse ce temps, n'en fasse aucun usage, ne sache pas prendre l'offensive. Tous savaient que leur sort était suspendu à une telle incapacité, et aucun n'osait espérer qu'elle puisse durer. Le seul programme répressif cohérent était celui des staliniens, mais si les autres voulaient bien l'appliquer contre les travailleurs, ils ne voulaient pas en accepter les conséquences pour eux-mêmes et contre la bourgeoisie. Ils ont donc eu l'opposition violente des travailleurs, mais sans avoir aucunement le soutien de la bourgeoisie, qu'ils devaient laisser préparer le retour légal de Spinola.

Dans un tel marasme, où le maintien du statu quo exigeait à la fois les staliniens contre les travailleurs, les socialistes contre les staliniens, la droite contre toute la gauche et le M.F.A. pour contrôler l'équilibre du tout, l'institutionnalisation du M.F.A. n'a été, comme toute la politique portugaise depuis le 25 avril, que la légalisation d'un état de fait. L'institutionnalisation du M.F.A., présentée comme une victoire des progressistes sur les modérés, montrait bien la faiblesse de toutes les autres solutions. Et l'élection d'officiers favorables à Spinola dans les organes du M.F.A., présentée

comme une victoire des modérés sur les progressistes, montrait bien quelle était encore la faiblesse de cette solution même.

A la veille du 11 mars, le pouvoir avait appris, avec la puissance des travailleurs, qu'il ne pouvait plus continuer dans son impuissance à choisir entre les modèles de répression disponibles. Il ne serait d'aucune utilité d'essayer de démêler l'imbroglio des multiples intrigues et conspirations qui traversent alors le pouvoir en tous sens. Il suffit en effet, pour comprendre le coup du 11 mars, de voir qu'à ce moment plus aucune des forces politiques en présence n'avait intérêt à retarder encore la décision, mais toutes à la précipiter définitivement.

Qu'on se représente cette confusion incroyable et bruyante d'institutionnalisation, de coalition, de constitution, d'élections, de provocation, de réaction et de révolution, et l'on comprendra aisément que tout ce qu'il y avait au Portugal, à l'intérieur de l'État ou au-dehors, de partisans de l'ordre non ralliés à la solution bureaucratique en arrive à crier dans un accès de fureur : « Plutôt une fin effroyable qu'un effroi sans fin! » Spinola et la droite entendirent cet appel, mais ils crurent qu'ils étaient les seuls à pouvoir y répondre, et que dès lors la partie était gagnée. Ils ne virent pas qu'il était trop tard pour un simple *pronunciamiento,* et que personne ne voudrait prendre le risque d'une guerre civile, surtout pas ceux sur lesquels ils comptaient, les hésitants qui préféreraient toujours célébrer leur défaite *dans* l'État que d'avoir à lutter pour leur victoire *contre* l'État. Quant aux appuis étrangers que Spinola escomptait sans doute, surtout après le scandale international des émeutes de Porto et de Setubal, ils étaient de la même espèce : prêts à le soutenir par tous les moyens *après* sa victoire. (C'est à La Rota en Espagne, et pas à Lisbonne, que les Américains débarquèrent six mille marines.)

Comme toujours chez ceux qui ont attendu longtemps dans la crainte de ne pas réussir, l'impression qui restait de cette crainte à Spinola et à ses quelques partisans décidés les fit tomber à l'opposé dans la précipitation au moment décisif. Parce qu'ils ne voyaient partout que velléités d'ordre, prudemment enrobées dans les nuages vaporeux de l'inconsistante idéologie officielle, ils crurent qu'il leur suffisait d'une volonté arrêtée pour réussir. Mais leur ridicule débandade était déjà contenue dans le fait de ne pouvoir proclamer ouvertement cette volonté, mais de devoir mentir grossièrement aux parachutistes pour les faire marcher contre la gauche ; et dans la confusion d'un affrontement où tout le monde se réclamait du M.F.A.

L'échec du coup du 11 mars, et son résultat, qui est sa véritable victoire, furent la conséquence nécessaire, inévitable, de tout le développement antérieur. La plupart des dirigeants avaient laissé venir (Costa Gomes l'avouait peu après en disant que les investigations sur le coup ne devaient pas hésiter à « remonter jusqu'au 28 septembre »), comme pour s'administrer à eux-mêmes *in vivo* la preuve qu'ils ne pouvaient plus revenir en arrière. Il fallait à l'État bureaucratico-militaire cette répétition en farce de la comédie du 28 septembre pour se séparer complètement de son passé et devenir activement ce qu'il était déjà essentiellement.

Les masses n'ont pas fêté le 11 mars comme elles avaient fêté le 25 avril, et elles n'y ont pas participé comme elles avaient participé au 28 septembre. Elles ne sont intervenues, devant la caserne du Premier Régiment d'Artillerie Légère attaquée par les parachutistes, que pour désamorcer la provocation et empêcher les premiers coups de feu, en accord avec les soldats de la caserne, qui ne perdirent pas leur sang-froid malgré la préparation psychologique d'un bombardement aérien de trois heures. En proposant la

discussion aux parachutistes, ils démontrèrent immédiatement leur supériorité, et ceux-ci en l'acceptant, leur infériorité. Les soldats et tous ceux qui étaient accourus étaient conscients qu'il leur fallait avant tout empêcher que se développe ce prétexte à l'étouffement de la guerre sociale sous la confusion d'une guerre politique entre la droite et la gauche. Ils avaient intérêt à ce que le coup échoue très vite, comme la gauche de l'État de son côté avait intérêt à ce qu'il n'échoue pas trop vite, mais ait le temps de faire quelques dégâts. Ce qui avait le double avantage de frapper un régiment particulièrement avancé dans la contestation, que la gauche n'osait pas encore réprimer elle-même, et de donner un peu de poids à l'idéologie antifasciste qui devrait couvrir la répression ultérieure.

A cet égard, on n'eut pas à attendre longtemps les effets du 11 mars : «… les incidents qui se sont produits lors de meetings politiques, la multiplication des grèves, le climat de contestation à peu près généralisé, tout cela montrait une orchestration bien définie », déclarait dès le lendemain le commandant Correia Jesuino, ministre de la « Communication Sociale » (ministère qui, comme son nom l'indique à qui connaît un tant soit peu le pouvoir bureaucratique, est chargé de lutter contre ladite communication par la propagande et le contrôle de l'information). Le pouvoir n'avait jusqu'ici qu'une velléité de répression, il en a maintenant le prétexte, et il lui faut s'en donner les moyens, économiques et politiques. C'est ce qui commence tout de suite avec la concentration des pouvoirs législatifs et exécutifs entre les mains des militaires de gauche érigés en « Conseil de la Révolution ». Et les mesures qui suivent sont à la hauteur d'un tel début totalitaire encore programmatique : outre le limogeage des derniers officiers nostalgiques réactionnaires et l'interdiction des « démocrates-chrétiens », c'est la nationalisation des banques, puis des assurances, pour prendre de vitesse les occupations

et lutter contre les grèves ; l'interdiction de deux groupes gauchistes et les arrestations de militants, pour sonder les réactions des travailleurs et habituer à la répression au nom de l'unité antifasciste; la répression dans l'armée et l'interdiction aux casernes de diffuser des communiqués. Le discours de Vasco Goncalves le 26 mars – « La dure vérité est que nous vivons au-dessus de nos moyens. Une austérité totale est une nécessité impérieuse » –, exposant le « programme de combat » du nouveau gouvernement, résume le véritable but et le seul combat de ce quatrième Gouvernement Provisoire : remettre les ouvriers au travail, par tous les moyens.

Les mesures de nationalisation, présentées comme la construction d'une « économie socialiste », et commentées gravement en tant que telles par tous les gogos qui se font plus d'illusions que ne le leur permet Vasco Gonçalves lui-même en citant l'exemple de De Gaulle en 1944, ne sont socialistes qu'au sens de la fameuse définition d'Ebert – « travailler beaucoup » –, et ne sont même pas proprement économiques. Car là où les lois autonomes de l'économie ne fonctionnent plus, parce que s'est dérobée leur base, l'inconscience de ceux qui y ont part, il n'y a plus de question économique qui ne soit *directement* sociale, et même militaire, au sens de la guerre de classes.

Il faut donc voir, dans ces mesures de l'État bureaucratique en formation accélérée, la préparation de son terrain, qui est son premier acte de combat contre le prolétariat. S'il s'attaque à la bourgeoisie, qui ne résiste d'ailleurs aucunement, ce n'est que pour pouvoir mieux combattre le prolétariat, dont tout indique qu'il résistera avec acharnement.

Et tandis que la servilité désemparée des commentateurs, qui ne savent plus à quelle raison d'État se vouer, va sonder les divergences entre militaires, investigant prudemment les

intentions « neutralistes » de l'un et le « castrisme » de l'autre, ou misant sur le « tiers-mondisme » d'un troisième, la classe ouvrière portugaise, qui tient entre ses mains le dénouement, et dont la lutte seule déterminera par son envergure et sa décision la nature du nouveau pouvoir de classe, peut, dans la pleine conscience de sa grandeur historique, mépriser les revirements affolés des bureaucrates et les tergiversations embarrassées des militaires de gauche. Elle est *l'énigme résolue* de tous les mystères de la situation actuelle, et son organisation révolutionnaire lui apprend qu'elle est cette solution.

Société, rien n'est rétabli !

Si jamais événement a projeté devant lui son ombre longtemps avant de se produire, c'est bien l'affrontement décisif entre les prolétaires portugais et tous leurs ennemis coalisés. Et tout ce qui s'agite dans cette ombre, les manœuvres et contre-manœuvres des dirigeants, n'y ajoute que l'obscurité de ses justifications malhabiles et de ses tentatives d'apaisement. Au comique des socialistes, chantres de la démocratie et suiveurs de la bureaucratie, champions d'élections dont ils ont déjà accepté qu'elles soient sans effet, futurs dominateurs d'une Constituante qui n'aura qu'à enregistrer la constitution qu'ils ont déjà docilement ratifiée, répond le comique des staliniens, approuvant hautement des nationalisations qu'ils réprouvaient la veille, dénonçant le P.P.D. comme ramassis de « provocateurs fascistes » pour ensuite collaborer avec lui au gouvernement, et devant sans cesse tout approuver et tout craindre du M.F.A.

Tout cela n'est que le comique d'une situation où un processus irréversible amène chacun à faire le contraire de ce qu'il voulait faire. Tous doivent bien accepter comme seule

solution l'organisation rapide d'un capitalisme d'État, et ils ne se disputent que sur les modalités juridico-idéologiques de sa propriété, qui peuvent aller du monopole bureaucratique à une version mitigée de type Scandinave, en passant par l'autogestion à la yougoslave. Quant au M.F.A., qui a fourni le cadre hiérarchique-étatique à cette édition supplémentaire de la classe dominante, il peut les utiliser tous selon ses besoins sans être jamais utilisé par eux. La constitution sous son autorité d'un parti unique, à partir du P.C.P., du M.D.P. et d'une nouvelle scission des socialistes, est une des possibilités *d'aggiornamento* politique, passant par l'élimination des dirigeants socialistes les plus modérés, dont les bavardages anti-bureaucratiques pourraient servir à les rendre responsables de l'agitation, et à constituer ainsi opportunément un nouvel ennemi à droite.

Mais sur ces détails, comme sur l'essentiel, rien n'est encore joué, car ce sont les armes qu'il devra employer contre le prolétariat qui modèleront le nouveau pouvoir, comme ce sont les armes qu'il a dû employer jusqu'ici qui l'ont modelé et l'ont fait ce qu'il est : monstre politique digne d'être rangé à côté du péronisme au musée des horreurs de l'histoire moderne, avorton surnaturel né de l'accouplement de deux vieillards syphilitiques, la bureaucratie et la bourgeoisie, aberration dont la difformité honteuse doit être soigneusement cachée par le spectacle mondial, qui feint de prendre au sérieux sa devanture démocratique-bourgeoise.

Les militaires devaient maintenir ces élections dont ils avaient décrété la nullité par avance, non pour dissimuler la réalité du pouvoir bureaucratique aux autres États, qui la connaissent parfaitement, mais plutôt pour que les États puissent dissimuler aux classes ouvrières de tous les pays cette infâme vérité qui révèle trop bien la nature du statu quo existant partout et d'abord en Italie : leur soutien commun à l'installation d'un pouvoir bureaucratique en Europe, que la

menace du prolétariat les oblige à accepter comme coûteux mais indispensables *frais d'exploitation* des ouvriers portugais. La *dernière* solution, faire un exemple au Portugal, étant bien plus coûteuse encore, et surtout plus risquée, au moment où le Portugal est déjà un exemple pour les prolétaires d'Europe.

Aujourd'hui le résultat des élections montre que si le pouvoir croyait ainsi gagner du temps, c'est en fait la classe ouvrière qui a su les utiliser au mieux pour se donner le temps de gagner. Le cuisant échec des staliniens, auquel celui de la droite donne tout son sens, est aussi, par-delà Cunhal, un camouflet pour le M.F.A. Après des mois de propagande et de contrôle des moyens d'information, le P.C.P. se trouve avoir sans doute *moins* de partisans qu'au 25 avril 1974 : une année de révolution l'a plus affaibli qu'un demi-siècle de répression. Mais cet effondrement ne peut profiter à personne. La victoire des socialistes, certainement déplorable pour les autres, doit leur rester totalement inutilisable, car ils savent bien, comme le déclarait l'un d'entre eux, que « ce n'est pas la dictature qui menace mais l'anarchie » (*Le Monde*, 6-7 avril 1975). Ils ne peuvent donc que briguer la place des staliniens auprès du M.F.A., et l'obtenir qu'en faisant ce que feraient les staliniens.

En votant pour les socialistes, les travailleurs ont d'abord voté contre les staliniens. Mais la ruse de leur raison a été d'imposer en même temps le résultat qui compliquait le plus la tâche de l'État, et qui, portant à leur comble ses contradictions et ouvrant une nouvelle phase de luttes et de tractations politiques, leur donne ainsi de nouveaux délais pour poursuivre leur organisation autonome sur le terrain social. Car la lutte en cours ne peut être comparée à une guerre ordinaire entre forces antagonistes du même type : si le pouvoir a dû déjà mettre en ligne toutes ses forces, et ne les voit que *s'user* avec le temps, les forces du prolétariat de

leur côté ressemblent à une armée qui se regrouperait pendant la bataille : elles doivent croître par la lutte même.

Mais cependant comme dans toute guerre, si l'un a intérêt à attendre, l'autre doit avoir intérêt à agir et à précipiter la décision. Pour toutes les classes propriétaires du monde la révolution portugaise est un scandale et une abomination qui n'ont que trop duré : l'Europe tremble, et au premier rang l'Espagne, où Franco en est réduit à féliciter Costa Gomes pour l'anniversaire du 25 avril, et où tous les autres, désespérant de pouvoir mettre en scène même un 25 avril, assistent terrifiés au déroulement de ce cauchemar, redoutant par-dessus tout de ne pas être les seuls à être tirés du sommeil par la conclusion. Car déjà l'initiative historique de leurs camarades portugais a fait entrer la lutte des travailleurs espagnols dans une nouvelle phase, et tout laisse penser qu'un combat décisif à Lisbonne agirait comme une décharge électrique sur les masses, réveillant leurs grands souvenirs et leurs passions révolutionnaires.

La lutte en cours est la deuxième offensive de l'époque révolutionnaire qui a commencé en 1968, et de même que la première avait ridiculisé toutes les illusions de l'époque précédente, toutes les illusions sur la stabilité de l'ordre existant, celle-ci ridiculise toutes les illusions sur l'instabilité ultérieure, toutes les illusions sur la révolution. Les prolétaires portugais ont précipité le cours de l'histoire moderne. Ils peuvent le précipiter encore plus, et même vaincre. Mais quelle que soit l'issue de leur lutte, le prolétariat mondial a obtenu un nouveau point de départ d'une importance historique universelle.

Paris, le 27 avril 1975.

Livre de 96 pages publié par les éditions Champ Libre en 1975.
N° d'éditeur : 083
ISBN 2-85184-037-1

Les syllogismes démoralisateurs

Renversement des preuves de l'inexistence de la révolution portugaise données par les idéologues extrémistes

Une revue qui s'appelle *La Guerre sociale* a publié dans son second numéro, en mars 1978, un article intitulé "Les luttes de classes au Portugal", et dont le but est de démontrer combien se sont abusés ceux qui ont cru voir là quelque chose comme une révolution prolétarienne.

> « Cette émergence laborieuse et avortée d'un pouvoir populaire sur les usines et les quartiers qui a tant épaté les gauchistes et les populistes de tout poil ne nous éblouit pas. » (p. 55).

Ces exigeants connaisseurs rejettent donc comme l'expression d'une même jobardise tout ce qui s'est écrit sur le sujet avec quelque intention révolutionnaire avant la tardive manifestation de leur lucidité. Et entre autres *La Guerre sociale au Portugal*, publié en juin 1975.

Il serait certes excellent que les textes révolutionnaires, quand il y en a, soient plus souvent améliorés par la critique réelle, et dans ce cas précis qu'un livre qui ne s'était vu

opposer que la bêtise intéressée des journaux *Le Monde* ou *Libération* soit enfin critiqué au nom d'intérêts tous contraires. Mais nous allons voir que cette critique, qui se veut formulée d'un point de vue révolutionnaire – si l'on peut dire, puisqu'il consiste à affirmer qu'il n'y a pas eu de révolution au Portugal –, n'est pas révolutionnaire, et n'est même pas une critique. L'intérêt de ce texte est plutôt que s'y trouvent cristallisées à l'état solide, et même très épais, diverses sottises révolutionnaristes qui flottent à l'état diffus dans l'air pollué du temps ; et accessoirement de montrer, par l'aigreur de pion qui s'y donne libre cours, que si cette *Guerre sociale*, qui avait réservé jusque-là l'exercice de son ardeur polémique au méta-bordiguiste Camatte, s'était bien gardée de toute allusion a la théorie révolutionnaire *moderne* (n'en apprenant l'existence à ses lecteurs qu'à propos d'une contestation d'héritage portant sur un texte vieux de dix ans), ce n'était pas par un compréhensible souci de ses rédacteurs de se déterminer par leur propre opération plutôt que par référence à ce que d'autres ont accompli, mais tout simplement parce qu'il y sont *hostiles*. Ils ont sans aucun doute leurs raisons pour cela. Mais ces raisons subjectives de leur hostilité restent cependant dissimulées, et ils en appellent contre mon texte à l'objectivité des faits. Le résultat, que tout lecteur de bonne foi peut apprécier dans l'article paru sous la signature de « *Karamazov* », étant qu'ils se montrent aussi mensongers sur le Portugal que sur eux-mêmes.

> « Il est une façon de parler des choses pour n'en rien dire de sérieux. C'est le cas du talentueux Jaime Semprun dans *La Guerre sociale au Portugal* (avril 1975). Talentueux, puisque Semprun fait dans le talent comme Voyer dans le génie, Migeot dans la stratégie, et Lebovici dans la révolution. »

Dans son admirable concision, l'exorde de la diatribe karamazovienne va droit à l'essentiel et désigne d'emblée le

ressort caché qui fait mouvoir l'artificieux étalage de talent auquel je me suis imprudemment livré.

Il s'agit donc de sérieux, et de talent. L'un m'est absolument refusé, nous verrons plus loin au nom de quels critères ; l'autre m'est concédé, mais à des conditions à vrai dire très restrictives. Ce ne peut être en effet qu'un talent d'un genre bien particulier, relevant de l'affectation raccrocheuse, de la parade fallacieuse (l'expression « faire dans » implique tout cela, et quelques autres choses encore, aussi peu estimables), *puisque* du même acabit que divers autres trucages, tous également énormes et maladroits. Il n'y a donc rien là à discuter, le regard doit glisser au-delà de cet objet inessentiel qu'est le texte lui-même pour suivre « *Karamazov* » jusqu'à la révélation de la *substance* dont un tel talent n'est qu'un *accident*. *In cauda venenum* : c'est la fin de ce paragraphe qui en délivre le sens, la série d'équivalences posées entre mon talent, le génie de Voyer et la stratégie de Migeot aboutissant à la révolution de Lebovici, révolution dont la réalité est effectivement plus difficile à établir que celle de la révolution portugaise, chacun en conviendra.

Je n'ai pas à discuter ici de ce que « *Karamazov* » appelle le génie de Voyer et la stratégie de Migeot, mais à noter que les choses ainsi désignées ont pour seule détermination commune, entre elles et avec mon « talent », d'avoir à divers moments été portées à la connaissance du public par l'entremise des éditions Champ libre, lesquelles semblent bien constituer la seule réalité permettant de mettre de quelque manière en relation l'existence de la révolution et celle de Lebovici. Voilà donc pourquoi tout ce qui apparaît dans ces livres doit être identiquement entaché de simulation (mais quand la cuistrerie marxeuse s'étale dans *Le Mouvement communiste* de Barrot, ouvrage publié par les soins de ces mêmes trompeuses éditions, faut-il penser qu'elle est simulée ?).

Je n'avais jamais songé jusqu'ici à me sentir le moins du monde responsable du génie de Voyer ou de la stratégie de Migeot, non plus que du mouvement communiste de Barrot ou de la révolution de Lebovici ; mais je vois trop la force de la logique karamazovienne pour ne pas rougir d'une aussi coupable insouciance. *Puisque…, comme :* voilà des trouvailles d'un talent authentique ; car si le talent est l'adéquation réussie de la forme au contenu, quel talent dans ce raccourci téléscopant audacieusement la qualité d'un texte, celles d'autres textes publiés par le même éditeur, et les motifs prêtés à cet éditeur, pour faire sentir directement ce que la vulgaire démonstration aurait eu le plus grand mal à établir, à savoir que tout cela se vaut, est également révoltant et ne doit être distingué en rien.

On savait que la théorie la plus récente de l'édition avait considérablement simplifié la question très complexe du jugement d'un texte en la réduisant à celle du jugement de son éditeur. Cette théorie radicale se trouve ici appliquée avec toute la conséquence qui convient selon le principe de la responsabilité collective : on était déjà responsable de son éditeur, et de tous les mobiles occultes que les théoriciens peuvent lui découvrir à partir de ce fait avéré et ignominieux qu'il a de l'argent pour publier des livres, on le sera aussi désormais de tout ce que cet éditeur a pu choisir de publier par ailleurs. Et il suffira que les émules de « *Karamazov* » se départissent du reste de timidité qui modère encore fâcheusement la nouveauté révolutionnaire de sa théorie pour qu'on voie quelle vaste carrière s'ouvre-là à la cohérence radicale : imprimeurs, diffuseurs, libraires, tout sera mis au compte de l'auteur, et l'on verra alors combien se compromettent lamentablement avec ce qui existe, qui ne sont pas ceux que l'on pensait. Mais je laisse développer à de plus compétents que moi cette théorie véritablement *matérialiste* de l'édition.

J'avoue humblement n'avoir jamais pensé qu'il me faudrait un jour me justifier de l'accusation de talent, quoique j'eusse assurément dû concevoir qu'une telle singularité, si elle venait à se manifester, ne manquerait pas de susciter la vigilante méfiance des farouches égalitaristes modernes, tous partisans conséquents de la démocratie du non-talent. Mais alors même qu'il m'accable, je ne peux espérer me laver de cet affreux soupçon en faisant voir les nombreux défauts de mon texte, quand ce n'est pas dans un objet aussi fragile et incertain que se trouve la preuve de mon talent supposé, et l'explication de sa nature mauvaise, mais dans une circonstance extérieure aussi avérée, et universellement blâmée, que l'existence des éditions Champ Libre. Je me vois donc contraint d'accorder à « *Karamazov* » que je suis incapable de rien produire qui démente catégoriquement son imputation. Je peux d'autant moins nourrir le vain espoir de dissimuler cette indélébile tache de sang intellectuelle qui souille quiconque a été, est ou sera en relation directe ou oblique avec ces funestes éditions, que ma servilité à leur égard, et les complaisances qu'elle me vaut, viennent encore d'être prouvées tout récemment par la publicité qu'elles ont gracieusement donnée à la correspondance où je m'exprimais le plus exhaustivement à ce sujet Après qu'il a ainsi, d'entrée, disqualifié absolument les thèses défendues dans *La Guerre sociale au Portugal*, on s'étonne presque que « *Karamazov* » montre encore la mansuétude de les discuter quelque peu. Aussi est-ce plutôt à en dénoncer l'ineptie qu'il s'emploie, par un montage de citations qui n'a sans doute pas pour but, quoique cela ressorte au mieux de la comparaison avec leur environnement immédiat, de faire apprécier au lecteur avec quelle ostentation j'exerce mon détestable talent. Non, les citations ont ici valeur démonstrative, et la démonstration porte sur le contenu : diligemment escortées de commentaires adéquats, elles visent à mettre en lumière la ridicule absurdité d'un texte dont l'auteur a cru devoir, contre toutes les calomnies et tous les

mensonges, prendre la défense de la révolution portugaise ; et ceci sans attendre que *La Guerre sociale* en ait délivré la peu engageante vérité, celle de « ces formes bizarroïdes qui émergent sur un terrain social aride et rocailleux » (p. 55).

> « Mais son livre, qu'est-il d'autre que la mise en style d'une version appauvrie du conseillisme ? »

Ici, au-delà de la question du style qui semble obséder ce malheureux graphomane, il faut avant tout savoir pour savourer cette mordante ironie que *La Guerre sociale* a hérité du vieux bordiguisme ce point d'honneur idéologique d'être absolument et en toutes circonstances hostile à l'organisation des travailleurs en conseils révolutionnaires. Voilà comment les rédacteurs de cette revue se distinguent du reste de l'ultra-gauchisme, et ils sont bien conscients qu'il leur faut s'accrocher fermement à cet article de foi pour ne pas être confondus avec le *vulgum pecus* :

> « Nous ne prétendons pas que la révolution communiste soit chose facile. Et, précisément, pour nous, il s'agit de ne pas en escamoter la difficulté en faisant intervenir un intermédiaire : État ouvrier, période de transition, conseils, parti ou conscience prolétarienne, auxquels on confie la mission de la résoudre » (p. 3).

Et s'il est fait référence à ces conseils que des travailleurs peuvent se laisser lâchement aller à former pour escamoter la difficulté de leur révolution, peu importe à ces penseurs de la révolution communiste *sans moyens* que ce soit pour, d'un même mouvement, les redéfinir à la lumière de leurs tâches modernes et critiquer historiquement leurs limitations dans le passé ; ou au contraire pour valoriser positivement ces limitations comme *nec plus ultra* de l'émancipation, à la manière des idéologues autogestionnistes. « *Karamazov* » et ses frères ne s'embarrassent pas de ces distinctions : tous ceux qui veulent pervertir la pureté de leur mouvement communiste en posant intempestivement la question des

médiations nécessaires sont à vouer à l'exécration prolétarienne au même titre que Rocard ou Mario Soares.

Faute d'une débauche de talent dont on ne saurait sans une grande mauvaise foi faire le reproche à ces vertueux penseurs, on appréciera le *sérieux* de leur pratique radicale de l'amalgame : « État ouvrier, période de transition, conseils, parti ou conscience prolétarienne », tout cela est à mettre dans le même sac, celui des « intermédiaires ». La confusion ici opérée entre *intermédiaire* (au sens de Kollontaï : « Une troisième personne décide de votre sort : voilà l'essence de la bureaucratie ») et *médiation* identifie le plus sérieusement du monde une chose à son contraire : ce qui sépare et ce qui unifie, ce qui prive les prolétaires de leurs moyens et ce qui les leur donne, l'impuissance à maîtriser directement sa propre action et la conquête du terrain pratique de la conscience. (Mais il est vrai que la conscience prolétarienne n'est elle-même pour ces guerriers sociaux qu'un lamentable leurre ; pourtant ils nous informent plus loin doctement que :

> « Le nombre de ceux qui se seront assimilé au préalable la théorie révolutionnaire – et auront donc clarifié et aiguisé leurs aspirations communistes – importera fort dans les affrontements à venir. » (p. 4).

Cette théorie révolutionnaire sur laquelle doivent s'aiguiser les aspirations communistes n'est évidemment pas un « intermédiaire » bien gênant puisqu'elle n'existe nulle part ailleurs que dans leur revue ; et c'est donc du nombre de ses lecteurs dont il s'agit ici, ce qui a effectivement peu à voir avec une quelconque « conscience prolétarienne ».)

Ainsi envisagée comme devant se réaliser sans aucun autre moyen historique que la « théorie révolutionnaire » de *La Guerre sociale*, ni aucune conscience de ses buts chez ses protagonistes, la révolution communiste est effectivement d'une difficulté *absolue*, propre à décourager de plus vaillants guerriers que ces sociaux-là ; mais eux-mêmes n'en sont pas

autrement affectés, car ainsi le souci de la faciliter un peu ne risque pas de les troubler dans leurs assurances confortables et leurs travaux semi-érudits.

Pour preuve de mon conseillisme appauvri, le défenseur du bordiguisme enrichi fait donc une première longue citation de mon texte :

> « Inutile de passer ici en revue les centaines de "Lip" qui sont, depuis des mois, la vie concrète de milliers et de milliers de travailleurs. Qu'il suffise de dire qu'une grande partie du Portugal vit grâce à la capacité d'auto-organisation des travailleurs, et ne survit que grâce à celle des soldats. Et quand un pays ne peut plus être gouverné *contre* les travailleurs, il ne peut bientôt plus être gouverné que *par eux* ou *en leur nom*. Mais pour que la représentation prenne la place de la classe, au train où vont les choses, ou plutôt ce qui les fait danser, il faudra une répression ouverte. »

Puis il enchaîne :

> « Sous la plume de Semprun, tout est clair. Inutile de passer en revue ce qui risquerait de déranger quelque peu une vision qui se contente d'opposer la classe (bonne) et sa représentation (mauvaise). »

Quoique je ne cherche certainement pas à être obscur, je ne pense pas devoir en l'occurrence être félicité de ma clarté : le lecteur en est beaucoup moins redevable à mon talent particulier qu'à la révolution portugaise elle-même, qui a, comme toutes les révolutions tant qu'elles vont de l'avant, *tout clarifié* en obligeant ses divers ennemis, au premier rang desquels les staliniens, à se déterminer par rapport à elle. Au-delà du « contentement » que chacun peut naïvement trouver là, s'il n'a pas le scepticisme aussi radical que les idéologues du communisme vrai, l'étonnant serait seulement, si l'on pouvait encore connaître quelque étonnement dans ce genre, qu'il se trouve des gens pour refuser de voir cette clarification qu'opère la classe prolétarienne quand elle

s'oppose à sa représentation et commence à démentir ceux qui parlent en son nom, ou pour voir là une « vision ». Un quelconque Max Gallo disait de même au sujet de l'hypothèse selon lui extravagante, formulée dans le *Précis de récupération*, d'une prochaine révolution russe :

> « La Russie elle-même connaîtra les soulèvements prolétariens : balayés alors Sakharov et Soljénitsyne. Au profit de qui ? Peut-être des Conseils Ouvriers, que l'auteur, dans un livre précédent, a vus au travail dans la révolution portugaise. » (*L'Express*, 26 janvier 1976)

Mais là où le prudent historien du mensonge immédiat se contentait d'insinuer que j'étais seul, dans mon délire, à avoir vu ce que tant d'autres, bureaucrates, policiers, journalistes, ont très bien vu aussi quoiqu'ils n'en parlent guère, de plus profonds savants peuvent conclure à la « vision » avec toute l'assurance que procure la base axiomatique de principes comme ceux-là :

> « Ou la communisation est possible, ce qui dépend du développement des forces productives locales, et de la situation mondiale, ou elle ne l'est pas – et, dans ce cas, il n'y a pas une porte de sortie qui s'appellerait autonomie ouvrière. » (p. 61)

> « L'opposition bureaucratie/autonomie ouvrière ne contient pas l'opposition capitalisme/communisme. » (p. 65).

Ainsi, après avoir calculé l'impossibilité de la « communisation », et si les travailleurs s'obstinent cependant dans de vaines luttes autonomes, nos idéologues doctrinaires peuvent toujours se consoler en affirmant que ces luttes antibureaucratiques ne « contiennent pas » l'opposition « capitalisme/communisme ». On se contient mal devant ces marottes de sectaires débitées sur le ton d'oracle de l'infaillibilité scientifique. Les spécialistes du formalisme des abstractions vides ramènent la contradiction entre la réalité et leurs schémas préétablis à une comparaison des validités méthodologiques respectives de deux oppositions formelles ;

et depuis ces sommets de l'abstraction, la réalité leur paraît d'un contenu bien pauvre. Si l'on ne rougissait pas de recourir à Hegel pour critiquer quelque chose comme la pensée de « *Karamazov* », on montrerait là la *ratiocination*, qui sait si bien, avec sa sagesse arbitraire acquise ailleurs, se comporter négativement à l'égard du contenu qu'elle appréhende, le réfuter et le réduire à néant ; puis, pour avoir tout de même un contenu, ramasser quelque chose d'autre n'importe où et s'adonner à la vanité de son savoir.

On voit bien cependant que « l'opposition capitalisme/communisme », telle que ces guerriers en font paisiblement usage, contient absolument tout et peut leur permettre de pontifier indéfiniment sur tous les sujets avec un égal bonheur théorique :

> « Le problème pour le communisme n'est pas d'instaurer l'égalité des hommes et des femmes. » (p. 25) ;
>
> « La révolution communiste n'est pas le heurt de deux armées, comme cela se voit généralement dans les conflits guerriers, et dont l'une défendrait le vieux monde et l'autre annoncerait le nouveau. » (p. 40) ;
>
> « Le communisme n'est pas le prolongement du capitalisme ni un programme à appliquer : c'est dans son mouvement de destruction qu'il engendre de nouveaux rapports. » (p. 40) ;
>
> « Le but de la révolution communiste n'est pas de fonder une structure sociale, un système d'autorité démocratique ou dictatorial, mais une activité différente. » (p. 41) ;
>
> « La révolution communiste ne se fonde pas sur l'opposition gouvernés/gouvernants. Quand bien même les hommes s'autogouverneraient, le principe de séparation à la racine de l'État et de la politique subsisterait. Le communisme ne particularise pas ce principe, il le supprime. » (p. 41).

Mettons un terme à cette avalanche d'affirmations péremptoires en remarquant comment les idéologues, emportés par la logique de leur spécialisation intellectuelle de

producteurs de principes, et aussi matérialistes puissent-ils se prétendre, doivent voir un *principe* « à la racine de l'État », et dans le communisme la suppression de ce principe.

Mais nous aurions tort de disputer mesquinement un tel détail, qui relève plutôt du malheureux lapsus, alors que vient de nous être si généreusement révélée *la définition du communisme* : il n'est ni l'égalité des hommes et des femmes, ni le résultat d'un conflit, ni le prolongement du capitalisme, ni un programme à appliquer, ni une structure sociale, ni un système d'autorité démocratique ou dictatorial, ni le dépassement de l'opposition entre gouvernants et gouvernés. Le communisme n'est rien de tout cela, et il est bien d'autres choses encore qu'il n'est pas. Bref, Il est *Celui qui n'est pas*, et *ce qui est n'est pas Lui*. Alléluia !

Le lecteur anxieux de penser par lui-même la réalité appréciera les immenses avantages d'une méthode qui lui permet d'emblée la *définition* de ce qui existe par ce qui n'existe pas, et *vice versa*. Ainsi, dés qu'il aura appris à manier en virtuose cette « opposition capitalisme/communisme » qui contient absolument tout ce qui est et tout ce qui n'est pas, il pourra passer à la *classification* historique de tout événement passé ou présent dans la catégorie qui lui convient. Il ne risquera pas de ressembler à ces « chercheurs modernes » qui « abordent la question sociale avec plus de sophistication : il leur faut toujours tout compliquer pour justifier la poursuite de leurs travaux », et qu'ont justement dénoncés des chercheurs aussi honorablement vieillots que Jean Barrot et Denis Authier (*la Gauche communiste en Allemagne*). En effet il s'apercevra bien vite que *tous* les événements historiques étant définis par le fait d'avoir existé, ils sont également tous entachés de cette souillure ineffaçable de l'existant qui interdit au penseur rigoureux de les ranger ailleurs que dans la catégorie du capitalisme. En posant ainsi, en opposition à toute théorie ou pratique distincte et accomplie, ou cherchant

son accomplissement, son savoir unique que dans l'absolu du communisme tout est différent, il parviendra à l'extrémisme absolu dans la nuit duquel toutes les révolutions sont grises, non-communistes, *capitalistes* en un mot.

Qu'il voie déjà, pour exciter son zèle, comment « *Karamazov* » démontre la supériorité de son communisme sur ceux qui « voient la révolution en marche lorsque le prolétariat ne manœuvre que sous la contrainte des lois du capital » (*La Guerre sociale* n°2, p. 55). En effet, en se révoltant contre « la contrainte des lois du capital », le prolétariat est encore déterminé par ce qu'il nie. C'est cette contrainte qui le fait agir, ce n'est pas en lui-même qu'il a trouvé une « aspiration communiste » qui, convenablement aiguisée par la théorie révolutionnaire, l'aurait transporté instantanément et sans intermédiaire au-delà des lois du capital et de leur contrainte. Cette misérable sujétion indigne le penseur du communisme absolu : comment, le prolétariat n'est-il pas mû par un pur enthousiasme pour le communisme ? Il a là quelque intérêt matériel et non théorique ? Alors il est perdu pour la révolution, en vérité, « *Karamazov* » vous le dit :

> « Cette vague de contrôle et de gestion ouvriers qui déferle sous des formes multiples, sauvagement ou avec le soutien des bureaucrates, n'est pas révolutionnaire. II s'agit de défendre des emplois menacés, de se battre pour la production. Que font les ouvriers qui y participent, sinon s'accrocher au salariat ? […] Plus que d'une lutte offensive d'appropriation, il s'agit, soit, sous l'égide des bureaucrates, de pallier aux carences du capital, soit de défendre l'emploi sauvagement. La hausse importante et généralisée des salaires mettait brutalement en question la rentabilité de nombre d'entreprises » (p. 58).

Ainsi ces inoffensifs travailleurs ne font que « pallier aux carences du capital », parce que le capital a cette « carence » de mal supporter « la hausse importante et généralisée des

salaires ». Il est vrai que la « carence » fondamentale du capital, qui explique toutes les autres, c'est d'être un rapport social contradictoire dont le prolétariat est le pôle négatif, le « mauvais côté » dont la lutte met « brutalement en question la rentabilité de nombre d'entreprises ». Finalement la « carence » du capital, c'est de contenir le prolétariat, et le « palliatif » à cette « carence », c'est encore le prolétariat, la contradiction devenue consciente. Quand le prolétariat « pallie » cette « carence », c'est donc, en même temps qu'il lutte pour l'existence, à ses propres conditions d'existence qu'il s'en prend. Le prolétariat exécute la sentence que le capital prononce contre lui-même en engendrant le prolétariat.

Ne serait-ce que pour faire braire ces ânes dogmatiques, citons le rusé léniniste Brecht, meilleur dialecticien en quelques lignes sans « théorie » qu'ils ne le seront jamais avec tout leur pédantisme :

> « *Sur le cours des choses* : To-Tsi observait avant le grand bouleversement que les maîtres de forges furent perdus quand ils ne purent plus continuer d'exploiter les forgerons. Les forgerons, qui, pour obtenir par la force de meilleurs salaires, avaient souvent refusé de travailler, faisaient pression – maintenant que les ateliers étaient arrêtés faute de fer et parce que les maîtres de forges craignaient de ne plus recevoir d'argent du gouvernement pour les véhicules de guerre – pour que l'exploitation continuât. Vivre, pour eux, c'était être exploité ; ils craignaient maintenant pour leur vie. Ils se soulevèrent contre les maîtres de forges et les chassèrent en quelque sorte parce que ceux ci se refusaient à continuer de les exploiter. » (*Me-Ti, livre des retournements*)

Tout cela ne fait guère l'affaire de nos idéologues extrémistes, car leur affaire c'est la « théorie révolutionnaire », et ce genre de réalités s'en passe fort bien. Pour assurer le salut de leur « théorie révolutionnaire », il leur faut un capital débarrassé de toute « carence », un capital aussi absolument capitaliste que leur extrémisme est

communiste. Alors seulement, par le miracle « dialectique » d'un renversement total, le prolétariat sera-t-il purifié de toute souillure matérielle d'intérêts partiels, lavé de toute relation équivoque avec le capital, et, transporté au-delà de réalités contradictoires relatives, nimbé de gloire, pourra-t-il enfin fonder la Jérusalem terrestre du communisme vrai. En somme ils demandent *seulement* au « mouvement communiste » de reproduire dans la réalité pratique la pauvreté et le schématisme de leur propre opération intellectuelle, dernière version, desséchée et mécaniste, de l'Esprit du Monde. On retrouve là la prothèse idéologique de tous les handicapés sous- marxistes qui, dans le calme contemplatif, veulent attendre d'une « aggravation des contradictions » par laquelle la réalité rejoindrait la simplicité immobile du concept, que se vérifie *absolument* la critique révolutionnaire, sans qu'il soit trop besoin de s'occuper à la faire vaincre *relativement,* c'est-à-dire dans l'histoire réelle. Avec tout leur marxisme racorni, ils sont plus idéalistes que Hegel, qui avait du moins l'honnêteté de reconnaître que le passage du concret au concept est toujours une chute. Pour eux, c'est le concret qui démérite quand il ne se conforme pas à leurs catégories figées.

Avant de reprendre le fil de l'exégèse karamazovienne, il faut relever une autre ineptie qui traîne partout dans le révolutionnarisme contemporain : l'emploi, par des gens manifestement incapables de lire la théorie dialectique de Clausewitz, mais qui veulent tout de même poser aux experts militaires, de la notion d'offensive comme catégorie fétichisée. Valoriser ainsi l'offensive en dehors de sa relation au développement du conflit et à l'évolution dans le temps du rapport des forces, qui seule détermine sa valeur tactique et stratégique, c'est échafauder un principe abstrait au nom duquel on reprochera sentencieusement aux travailleurs leur timidité. Le burlesque de ces stratèges de Café du Communisme,

empêtrés dans les notions hypostasiées au moyen desquelles ils croient se montrer théoriciens de la guerre sociale, apparaît pleinement quand ils affirment que les travailleurs ne font que « défendre des emplois menacés » lorsqu'ils organisent leur contrôle sur les entreprises dont la rentabilité est compromise par une « hausse importante et généralisée des salaires » ; car qui a imposé cette hausse des salaires insupportable pour l'économie, sinon ces mêmes travailleurs ? Les enfants de troupe de *La Guerre sociale* écrivent ailleurs :

> « Il y a eu des occupations de logements et des suspensions de paiement, des arrêts de péage (entre autres au "Pont Puig Antich") et des grèves avec remise en marche gratuite des transports. Mais ces mesures antipropriétaires ne sont pas le début d'une instauration, même timide, du communisme. Ce ne sont pas des innovations portugaises. Elles sont des réponses aux besoins et aux pressions des masses et des militants, liées à des iniquités flagrantes, à des urgences pressantes, et surtout à des facilités immédiates quand la répression étatique s'affaiblit » (p. 54).

Ainsi ces lamentables « facilités » auxquelles se sont paresseusement laissés aller les travailleurs portugais étaient « surtout » le résultat de l'affaiblissement de l'État . Mais pourquoi s'affaiblissait-il donc ? On pourrait aussi bien dire qu'en juillet 1936 les travailleurs espagnols furent si timorés qu'ils ne s'emparèrent des usines qu'après le départ des patrons. Mais pourquoi les patrons s'enfuirent-ils donc ? (En vérité il est presque impossible d'imaginer une sottise que ces gens n'aient effectivement proférée avec assurance :

> « Les collectivisations ? Elles ont géré, non sans un certain enthousiasme révolutionnaire, ce qui n'en restait pas moins du capitalisme. Les travailleurs ont pris tant bien que mal la place des patrons : leurs tendances communistes sont restées surtout velléitaires. » (p. 41)

Et ils sont plus péremptoires encore lorsqu'ils traduisent, pour l'édification des indigènes ibériques, des textes de

paléo-bordiguistes belges selon lesquels, comme le résume froidement le frère jumeau de « *Karamazov* » qui les préface, « il n'y a pas eu de révolution en Espagne en 1936-1939 ». Enseignement plein de sens pour ceux qui se préparent sans doute déjà à prouver l'inexistence de la prochaine révolution espagnole.)

En fait, dans toute crise révolutionnaire, et quel qu'en soit le rythme, l'initiale offensive spontanée des masses se heurte toujours, au bout d'un temps plus ou moins long selon la désagrégation de l'ennemi et le nombre de tentatives de résistance qu'il lui faut pour se reprendre, à une contre-offensive qui transforme le nouveau rapport de forces de potentiel en effectif. A ce moment c'est dans l'organisation de sa défense que ce qui s'est constitué comme camp de la révolution peut puiser la conscience de ses possibilités et les moyens de les réaliser, pour passer de nouveau à l'offensive. Jamais ne cesse l'action que les deux camps exercent l'un sur l'autre, et tout au long de ce processus les valeurs respectives de l'offensive et de la défensive doivent nécessairement varier à chaque moment et pour chaque camp.

Ainsi lorsque le 25 novembre 1975 est finalement venue la contre-offensive qu'aucune des variantes successives du burlesque pouvoir portugais n'avait réussi à mettre sur pied depuis un an et demi, les travailleurs révolutionnaires ont surtout été vaincus par ceux qui ont su les empêcher de prendre eux-mêmes en main leur défense. Staliniens et militaires de gauche ne pouvaient plus faire simplement échouer le coup comme le putsch de Kapp, et ils ne voulaient surtout pas le faire échouer comme le soulèvement de Komilov. Par la diversion, le brouillage et la confusion, ils sont parvenus à désorienter les travailleurs, et les commandos de Neves, lorsqu'ils sont passés à l'action, n'ont fait qu'encaisser ce que d'autres avaient fait payer au prolétariat.

Prétendre découvrir la méthode de guerre spécifique du prolétariat dans l'offensive, c'est soit extrapoler une banalité de base sans emploi ici (les travailleurs ne peuvent rien posséder qui soit vraiment à eux avant d'avoir tout pris), soit échafauder un méthodisme particulièrement dérisoire, parce que portant sur ce qui n'est pas du ressort de la méthode : la passion unie à la capacité, c'est-à-dire le génie. Ce que fait le génie des masses en révolution, voilà la plus belle de toutes les règles, et ce que la théorie peut faire de mieux, c'est de montrer pourquoi il en est ainsi, et comment. C'est pourquoi des gens qui refusent de voir ce qui a été la grandeur de la révolution portugaise, et donc déjà sa victoire, s'interdisent par là même de comprendre ce que fut sa défaite. Il n'y a pas de grandeur historique pour les valets de plume qui doivent tout rapetisser aux dimensions de leur « théorie ».

On voit donc que nos penseurs de la guerre sociale ne sont si prompts à affirmer qu'il ne s'agit pas d'une « guerre classique » que pour s'épargner d'avoir à penser en quoi il s'agit *aussi* d'une lutte armée soumise aux nécessités de toute lutte armée, et pouvoir ainsi sauter directement dans l'éther de leur « mouvement communiste », où tous les vulgaires problèmes militaires sont abolis avant même que l'on ait eu le déplaisir de les considérer.

> « L'affaire portugaise est d'importance, puisque cette deuxième offensive révolutionnaire moderne, la première étant mai 68, "ridiculise […] toutes les illusions sur la révolution". Et l'auteur semble effectivement n'avoir qu'un but : non pas comprendre ce qui se passe, mais tout rejeter dans le ridicule et tenter, lui et son prolétariat mythique, de se tenir au-dessus. »

Après m'avoir généreusement crédité de l'opposition entre la classe prolétarienne et sa représentation, produit de mon seul délire visionnaire, « *Karamazov* » me prête donc le but non moins irresponsable selon lui de tout rejeter dans le

ridicule. Encore une fois le respect de la vérité m'oblige à refuser de m'attribuer toute la gloire d'une entreprise dont la réussite n'a que bien peu dépendu de moi. Cela aussi, c'est la révolution portugaise qui l'a accompli, et non mon talent personnel : c'est elle qui a successivement rejeté toutes les combinaisons politiques de ses ennemis dans un ridicule dont, à l'heure actuelle, ils ne se sont pas encore vraiment relevés. Là où « *Karamazov* » veut voir une espèce d'entreprise esthétique de dérision littéraire, il y a le caractère objectivement comique d'une situation où tous les dirigeants ont dû faire autre chose que ce qu'ils voulaient. La cruelle ironie de l'histoire, qui rejette toute l'organisation dominante de la vie dans le ridicule dès que les prolétaires commencent à prendre leurs affaires en main, on la voit encore aujourd'hui en Iran ; et partout ailleurs, dans les nombreuses occasions où les classes dirigeantes se ridiculisent très bien toutes seules, sans même que la révolution s'en mêle. Ce ne sont pas les mauvaises intentions satiriques, aussi talentueuses soient-elles, qui ridiculisent le plus efficacement le vieux monde, mais la réalité. Et cela est si vrai que pour ne pas se sentir lui-même trop ridicule, « *Karamazov* » doit nier farouchement cette réalité, sans pourtant jamais parvenir à se rassurer complètement.

> « Au Portugal émerge l'autonomie prolétarienne. Les chatoiements stylistiques, les paradoxes multipliés, les détournements répétés ne font que reprendre et mettre en scène cette façon unique et fausse de considérer les événements. Mettre en scène, car il s'agit bien d'une reconstitution théâtrale. Ce ne sont pas des forces sociales et politiques qui sont en jeu, mais des personnages qui se bousculent et surtout se trompent les uns les autres : Spinola, le MFA, le PCP, le prolétariat. »

Pour que rien ne vienne gâcher le bonheur théoricien de « *Karamazov* », il faut donc que le « prolétariat mythique »

dont il m'a somptueusement accordé plus haut la propriété ne soit avec son autonomie que le résultat de mon ingénieuse mise en scène : non seulement j'ai des visions, mais j'excelle à utiliser tous les poisons du style pour les faire partager à d'autres. « *Karamazov* », quant à lui, pense que l'on ne se prémunira jamais assez contre les séductions délétères d'une expression cohérente et d'un langage maîtrisé. L'austérité de ses mœurs stylistiques nous est déjà connue (« Le Portugal est un pays petit et pauvre ») mais il a encore à cœur de nous convaincre que son interprétation ne saurait sans une grande mauvaise foi être confondue avec une mise en scène trompeuse, une reconstitution théâtrale de la réalité, car il s'attache lui-même soigneusement, par des contradictions grossières et calculées, à lui ôter toute apparence de plausibilité. Ainsi « cette façon unique et fausse de considérer les événements », constater l'émergence de l'autonomie prolétarienne, était précisément la sienne quelques pages auparavant :

> « Au Portugal, une fraction assez large du prolétariat des grandes entreprises et du secteur moderne (postes, chantiers navals, compagnie aérienne, presse) s'est trouvée en opposition, non seulement au patronat, mais aussi à la bureaucratie ouvrière (P.C., Intersyndicale). Ces travailleurs ont tenté et plus ou moins réussi, notamment à travers le comité interentreprises et ses manifestations, à s'organiser de façon autonome » (p. 54-55).

Mais on ne peut cependant le confondre avec un vulgaire partisan de l'autonomie ouvrière, car lui savait bien, de toute éternité anti-conseilliste, que cela ne donnerait rien de bon, puisque le Portugal, « ce petit pays, peut-être fier mais sûrement pauvre, ne pouvait devenir un phare ou un modèle pour le reste du monde » (p. 54) ; pourtant, par ailleurs : « On ne peut régler la question au nom de l'arriération du Portugal. Le capital est une réalité mondiale et ses effets sont planétaires » (p. 2) ; et il est vrai que « l'autogestion portugaise

était une version modernisée des ateliers nationaux de 1848 » (p. 59). Ces chatoiements stylistiques, dont les soudaines fulgurances s'anéantissent réciproquement dans un vacarme d'opéra-comique, sont à mon talent de démiurge, pour ce qui est de la mise en scène, ce que les œuvres complètes de Bordiga sont à la pizza napolitaine, pour ce qui est du caractère digeste. Auprès d'un tel bredouillis ergoteur, tout doit sembler théâtral, car rien ne saurait faire moins de concessions à la simple cohérence formelle de l'exposé.

Toute analyse historique comporte nécessairement une part de relation des faits, et toute relation sélectionne, privilégie certains faits plutôt que d'autres. Ce qui peut seul en manifester la vérité, c'est le devenir historique qui démontre que les faits choisis étaient bien les plus importants, que la tendance dominante était bien celle qui avait été discernée. On peut sélectionner les faits du point de vue du valet de chambre, en les regardant par le trou de serrure du dogmatisme anti-conseilliste, ou à partir de n'importe quel choix politique. (A partir de cette réalité du choix, les mêmes ordures qui affirment que « le langage est fasciste » peuvent soutenir que toute relation historique est une fiction, pour noyer leurs petites falsifications particulières dans l'impossibilité absolue de restituer la vérité.) La cohérence interne de l'analyse reste cependant, bien évidemment, la condition nécessaire à ce que cette analyse soit elle-même cohérente avec la réalité. Il est à noter qu'avec la décomposition de la cohérence séparée des idéologies, les idéologues se montrent de moins en moins capables de satisfaire même cette première condition insuffisante. « *Karamazov* », quant à lui, dédaigne absolument, en véritable extrémiste qu'il est, de la remplir : il doit souffler alternativement le froid et le chaud, car il lui faut à la fois déprécier la révolution portugaise pour montrer l'exigence de son sérieux théorique, et la faire valoir pour ranimer quelque peu le prétexte à cette démonstration. L'unique tâche d'un

partisan de la vérité consistait, face à un tel mouvement, non à jouer au maître d'école mais plutôt à étudier le caractère qui lui est propre. Pour cela il faut avant tout une certaine perspicacité et une certaine passion révolutionnaire, tandis que pour l'autre opération une phraséologie toute prête, immergée dans une creuse prétention, suffit amplement. Si même on parvenait à démêler et à mettre de côté tout ce qui chez « *Karamazov* » procède simplement de la rancœur et de la mauvaise foi, il resterait son incapacité à penser dialectiquement : quand il réussit à voir la *différence*, il ne voit pas *l'unité*, et quand il réussit à voir *l'unité*, il ne voit pas la *différence*. Quand il établit des caractères distinctifs, ils se pétrifient immédiatement entre ses mains ; et il considère comme la mise en scène la plus condamnable de faire prendre feu à ces concepts secs comme du bois en les choquant les uns contre les autres.

Mais la pensée de « Karamazov » est si riche de mesquineries véritablement modernes qu'à la suivre on se laisserait aisément emporter loin de la désuète révolution portugaise et de son autogestion façon 1848. Poursuivons, rattrapons et finissons-en.

> « Dans cette bouffonnerie, le prolétariat autonome est évidemment le favori. Plus rusé que tous les autres, il ruse au point de dissimuler son autonomie même. "Au mépris outrecuidant des bureaucrates répondit cette ruse du prolétariat de s'avancer masqué, derrière les mots d'ordre mêmes de l'État et des partis." Ce faisant, les ouvriers ne perdent pas leur temps, puisque "…livrant le combat sur le terrain de la production et de la vente des marchandises, ils commençaient à toucher à leur racine pratique les mystères de l'économie politique". A force de ruser lui-même avec les illusions du prolétariat, il en devient presque électoraliste : "Aujourd'hui, le résultat des élections montre que si le pouvoir croyait ainsi gagner du temps, c'est en fait la classe ouvrière qui a su les utiliser au mieux pour se donner le temps de gagner… En votant pour les socialistes, les

> travailleurs ont d'abord voté contre les staliniens. Mais la ruse de leur raison a été d'imposer en même temps le résultat qui compliquait le plus la tâche de l'État , et qui, portant à leur comble ses contradictions et ouvrant une nouvelle phase de luttes et de tractations politiques, leur donne ainsi de nouveaux délais pour poursuivre leur organisation autonome sur le terrain social." »

Avec une lourde ironie, « *Karamazov* » affecte de croire que je prête au prolétariat la conscience subjective de choisir machiavéliquement les prétextes particuliers qui lui permettront de réaliser son but total. J'ai plutôt montré, dans ce cas précis, comment le « prétexte » fourni par les bureaucrates, le mot d'ordre d'épuration des fascistes, avait été *l'occasion* pour les travailleurs de prendre conscience de leur but total ; les travailleurs de la Lisnave, qui ne « font » pourtant pas dans le talent comme « *Karamazov* » « fait » dans la théorie, n'avaient d'ailleurs rien dit d'autre en septembre 1974 :

> « En menant cette lutte politique, l'épuration, elle – la classe ouvrière – prend conscience de lutter non seulement pour la chute des structures fascistes dans la Lisnave mais aussi contre toute la bourgeoisie exploiteuse. » (*Premier communiqué à la population*)

Mais peut-être ces travailleurs, à force d'escamoter la difficulté de leur révolution par la pratique d'assemblées révolutionnaires, s'étaient-ils laissé contaminer par le sybaritisme conseilliste. Pourtant « *Karamazov* » lui-même reconnaît ailleurs que « c'est une règle courante et non une exception portugaise qu'il – le prolétariat – ne déclenche pas les mouvements, mais profite de troubles provoqués par d'autres » (p. 57). « *Karamazov* » ne veut cependant pas du tout qu'il y j ait là, dans cette manière de profiter « de troubles provoqués par **j** d'autres », une quelconque ruse de la raison, car il lui faudrait alors reconnaître dans le prolétariat la classe de la conscience qui peut réaliser la raison historique, l'unité du particulier et de l'universel. On comprend bien qu'il ne

veuille pas entendre parler de « conscience prolétarienne », fâcheux « intermédiaire » entre ce particulier et cet universel : il doit en effet maintenir fermement séparés et sans relations équivoques les intérêts particuliers qui sont ceux de prolétaires bornés et inconscients, et les intérêts universels, qui sont l'affaire des seuls » théoriciens ». Lesquels propriétaires de l'universalité peuvent ainsi se permettre, en décernant leur *satisfecit* idéologique aux pillards de juillet 1977 à New York, de faire néanmoins la fine bouche : « Les limites du mouvement sont liées aux causes mêmes de son apparition : c'était plus une bonne occasion, dont il fallait profiter, qu'une insurrection » (p. 71). On n'a jamais vu, « *Karamazov* » lui-même vous le dira, d'insurrection qui n'ait « profité » d'une « bonne occasion ». C'était là sans doute son péché originel, sa limitation définitive : aurait-elle existé sans aucune sorte d'occasion, elle aurait peut-être su attendrir les inflexibles théoriciens de *La Guerre sociale*. Las ! c'est bien le monde existant qui fournit au prolétariat des occasions de se soulever, et à vrai dire on ne voit pas très bien qui d'autre pourrait lui en fournir. Le monde existant est l'occasion de se révolter contre lui : il tend ainsi aux prolétaires un piège grossier, ce sont les meilleurs, car sinon ceux-ci se révolteraient pour de tout autres motifs, comme de donner raison à *La Guerre sociale*.

Sur un tout autre plan, il faut relever que cette inénarrable *Guerre joviale* est bien injuste avec l'utilisation des prétextes, alors qu'elle sait elle-même si bien profiter d'occasions aussi dérisoires que la révolution portugaise pour faire une démonstration grandiose de ses capacités théoriques. Moi-même, qui parviens ici à dire tant de choses réjouissantes à partir d'un tel prétexte, je crois démontrer excellemment que les limitations les plus sordides ne sauraient lier irrémédiablement la réflexion dont elles sont l'objet.

Ce roublard de « *Karamazov* », dans sa croisade contre la ruse de la raison prolétarienne, s'enhardit finalement jusqu'à me taxer d'électoralisme, ou presque. A qui fera-t-il croire que le simple fait d'apprécier le résultat d'élections – et précisément en l'occurrence « le cuisant échec des staliniens » – revient à se montrer électoraliste, et peut être même partisan du vote pour le parti socialiste ? On pourrait tout aussi *candidement* assimiler à un défenseur des syndicats quiconque prétend évaluer l'ampleur d'une grève syndicale, et en tirer quelques enseignements. Mais la candeur de « *Karamazov* » est feinte, et il sait très bien de quoi je parle : il ne se voit pas vraiment en train de ressusciter la lutte anti-électoraliste de Bordiga dans le Comintern. Que les élections d'avril 1975, qui de toute manière ne pouvaient sauver à elles seules la contre-révolution quand c'étaient toutes les conditions de la démocratie représentative qui manquaient, lui aient de plus compliqué la tâche en approfondissant son incohérence et en précipitant la déroute des staliniens, voilà qui a été suffisamment prouvé par l'été qui a suivi pour qu'il soit tout à fait inutile de le démontrer à qui ne veut pas le voir. Et que le temps qu'ils avaient ainsi gagné n'ait pas permis aux travailleurs de développer leur organisation autonome au point de la mettre en mesure de vaincre, voilà qui de toutes les façons ne constitue pas un sujet de réflexion pour « *Karamazov* », puisqu'il possédait par avance toutes les garanties scientifiques de cette incapacité.

> « Les ruses ont cependant leurs limites et le prolétariat des difficultés d'expression : "Au cours de cette phase de clarification rapide se fait cruellement sentir l'absence d'un courant radical *organisé* qui sache, à chaque moment décisif du processus, concentrer en quelques hypothèses et en quelques objectifs pratiques ce qui est dans toutes les têtes et déjà sur toutes les lèvres. " Pourquoi ce qui est sur les lèvres ne jaillit pas, et pourquoi un tel courant ne surgit pas de l'étude pratique de l'économie politique et de la découverte de son

> "irrationalité fondamentale" ? Mystère. Et, de toute façon, que proposerait ce courant ? Le livre de Semprun "qui pour être rapide n'en est pas pour autant hâtif" ne lui ferait certainement pas gagner beaucoup de temps dans la découverte d'objectifs pratiques et révolutionnaires. »

« *Karamazov* » fait mine maintenant de s'étonner d'un défaut de mon abusive « mise en scène » lorsque je n'explique pas l'absence d'un courant radical *organisé*. Il y a pourtant un bien simple motif à cette absence d'explication : c'est que ce genre de « hasard » n'appelle aucune sorte d'explication. L'histoire serait de nature fort mystique, et même « *Karamazov* » comprendrait sans ruse aucune la raison qui y est à l'œuvre, si les « hasards » n'y jouaient aucun rôle. L'accélération ou le ralentissement d'un mouvement révolutionnaire dépendent beaucoup de « hasards » comme le caractère des individus qui y défendent les positions les plus radicales. Et ainsi au Portugal, un malheureux « hasard » a fait que ceux qui s'étaient regroupés dans le Conseil pour le développement de la révolution sociale, et avaient su au cours des premières semaines exprimer toutes les possibilités du moment, n'ont pas été capables par la suite d'influer sur le cours des événements. L'auraient-ils fait que cela n'aurait sans doute pas rencontré l'agrément de « *Karamazov* », puisque ce n'aurait pu être que pour aider à formuler le programme du mouvement des assemblées révolutionnaires de travailleurs, dans lesquelles « *Karamazov* » refuse absolument de reconnaître la forme des Conseils modernes :

> « La lutte de classes au Portugal a fait surgir une multitude d'organisations et de comités unitaires de base, généraliser la pratique de l'assemblée générale. Pourquoi des soviets ne se sont-ils pas constitués à partir des multiples commissions de travailleurs d'entreprises ? Pourquoi les conseils ouvriers de Lisbonne et de Porto n'ont-ils pas pris la suite de ceux de Pétrograd et de Budapest ? » (p. 62)

D'ailleurs, quoique sa « théorie » ne laisse jamais rien sans explication, et explique même tout *par avance*, le fait de laisser inexpliqué un « mystère » comme l'absence d'un courant radical organisé ne semble pas trop troubler le sommeil néo-bordiguiste de « *Karamazov* » :

> « Constatons que l'intensité de l'agitation n'a pas suffi à faire apparaître une fraction communiste et lui a donc encore moins permis de jouer un rôle important. » (p. 54)

Cette fraction communiste, si elle était apparue, n'aurait pourtant pas manqué de « fixer les objectifs qui auraient assuré une transformation même partielle, même provisoire, de la société, et aurait fait franchir un saut qualitatif à la lutte » (*ibid.*). Ce « saut qualitatif» aurait même probablement été le *salto mortale* du bordiguisme absolu, avec le tremplin théorique d'objectifs de ce genre :

> « Le bouleversement de la société ne sera possible que si le prolétariat met en œuvre sa fonction sociale contre le capital, utilisant sa fonction dans l'économie comme arme dissolvant les rapports économiques. » (p. 40)

> « Aujourd'hui plus qu'hier, de toute manière, le prolétariat ne peut réellement s'autonomiser par rapport aux bureaucraties qu'en s'autonomisant par rapport au capital lui-même. Il ne s'autonomise qu'en détruisant sa condition, en se dissolvant. » (p. 61)

Ces dissolutions qui s'entredissolvent sont les plus concrets des objectifs que puissent formuler les théoriciens du communisme instantané (au sens du nescafé).

Il faut enfin préciser que le propos essentiel de *La Guerre sociale au Portugal* n'était évidemment pas, comme tout lecteur de bonne foi l'aura compris, de formuler de Paris des objectifs pour un courant radical au Portugal, mais de prendre internationalement la défense de la révolution portugaise, au moment où il pouvait être décisif qu'elle trouve des alliés, et avant tout en Espagne. (Une traduction

espagnole, médiocre mais sans falsifications, est parue peu de temps après ; mais pas encore assez vite, puisque seulement en décembre 1975.) Il n'en reste pas moins que ce n'était pas faire obstacle à l'organisation d'un courant radical, où qu'il doive agir, que de présenter une explication cohérente du processus qui avait mené la révolution portugaise au point de pouvoir faire sauter l'Europe de sa place. Cette compréhension, j'ai montré qu'il était possible de l'avoir sur le moment. Quant à *La Guerre sociale*, elle montre tout aussi irréfutablement qu'il est possible de *ne pas l'avoir* trois ans après.

> « Tout l'art de Semprun consiste à voir la chose dans son contraire et à sauter par-dessus les problèmes, plutôt que de tenter de les éclairer. Dialectoque et pub-théorie. L'assurance du ton ne garantit pas la sûreté de la prévision : "Si ce qui se passe aujourd'hui au Portugal, et la façon dont cela se passe, peut influer lourdement sur l'avenir de la révolution sociale en Europe et dans le monde, c'est que pour la première fois dans un pays non bureaucratique, les staliniens n'ont pas pour rôle d'organiser la défaite du prolétariat et *d'être vaincus avec lui* (militairement comme en Espagne en 1936, ou politiquement comme en France en 1968), mais d'être eux-mêmes directement *victorieux du prolétariat*." »

Le lecteur aura sans doute remarqué ce spirituel néologisme de « dialectoque » que « *Karamazov* » a forgé loin de toute influence moderne, et dont la paternité saurait d'autant moins lui être contestée qu'il a tenu, de crainte de n'être pas compris, à fournir des exemples en explicitant au mieux le sens :

> « L'anticapitalisme généralisé consistait là encore à éviter que soit posée la question de la nature et de la destruction du capitalisme. » (p. 54)

> « Le nouvel État se trouvait face a sa faiblesse administrative. Mais il conservait aussi la force de son prestige. Sa faiblesse

> même lui devenait une sorte de force empêchant que soit posé le problème de sa destruction. » (p. 63)

Confiant en son imparable dialectoque, « *Karamazov* » pensait peut-être de même que sa faiblesse empêcherait que se pose la question de le combattre. Eh bien il s'est trompé, là comme ailleurs.

On voit aussi que « *Karamazov* » use avec une insigne modestie du léger avantage que lui donne sur moi le fait de se mettre à penser trois ans après la bataille, tout en s'accordant encore avec libéralité le droit à l'erreur :

> « Rien ne nous garantit l'infaillibilité, et nous sommes sujet à erreurs et à inattentions. » (p. 72)

La majesté de ce pluriel n'étant sujet qu'au singulier, nous en sommes amenés à croire que la trinité « *Joseph Boër, Jack Cade, Dominique Karamazov* », officiellement responsable de cette publication, fonctionne comme un Dieu unique en trois personnes, et à attendre d'un prochain concile les éclaircissements qui s'imposent sur quelques points de doctrine comme l'incarnation en Barrot du Saint-Esprit de Bordiga, ou la transsubstantiation des espèces. Mais bien qu'ayant renoncé pour son propre compte au dogme de l'infaillibilité théorique, le bordiguiste-révisionniste s'en prend à ce qu'il présente comme un manque de « sûreté de la prévision ». Personne ne peut sérieusement exiger d'une prévision qu'elle indique non seulement les tendances essentielles d'un développement, mais aussi leurs combinaisons épi- sodiques. Pour ce qui est des tendances essentielles, « *Karamazov* » sait très bien que j'avais précisé par ailleurs, au sujet des divers protagonistes possibles de la contre-révolution :

> « Tous doivent bien accepter comme seule solution l'organisation rapide d'un capitalisme d'État, et ils ne se disputent que sur les modalités juridico-idéologiques de sa propriété, qui peuvent aller du monopole bureaucratique à une

version mitigée de type Scandinave, en passant par l'autogestion à la yougoslave. » (*La Guerre sociale au Portugal*, p. 88).

Il était clair, et je l'ai dit, que ce taux de bureaucratisation du nouveau pouvoir serait déterminé avant tout par la lutte elle-même, par les forces qu'il y emploierait : les staliniens avaient bien pour rôle d'être directement victorieux du prolétariat, et s'ils n'ont pas réussi à l'assurer, ce n'est pas pour avoir manqué d'essayer. L'hypothèse de leur réussite devait être maintenue, à ce moment, comme je l'ai fait, *parmi d'autres* et en la nuançant par l'analyse du résultat des élections où « *Karamazov* » a voulu voir un ralliement à l'électoralisme :

> « Mais sur ces détails, comme sur l'essentiel, rien n'est encore joué, car ce sont les armes qu'il devra employer contre le prolétariat qui modèleront le nouveau pouvoir, comme ce sont les armes qu'il a dû employer jusqu'ici qui l'ont modelé et l'ont fait ce qu'il est. » (*La Guerre sociale au Portugal*, p. 89)

Me serais-je trompé dans la prévision des combinaisons épisodiques du développement de la contre-révolution beaucoup plus lourdement que je ne l'ai fait en surestimant la puissance de la « contre-révolution stalino militaire », que « *Karamazov* » n'aurait toujours pas lieu d'exulter devant ce pronostic erroné, lui qui non seulement ne s'est pas mis en position d'avoir à risquer la moindre prévision, mais qui alors même qu'il écrit longtemps après l'été 1975, ne se risque pas à la moindre explication, ni de l'échec de cette variante stalino-militaire de la contre-révolution ni de quoi que ce soit d'autre. « C'est dans la situation géographique et surtout économique du Portugal qu'il faut chercher les causes de la limite du processus social » (p. 55), et ces recherches économiques, géographiques, et peut-être même géologiques « sur un terrain social aride et rocailleux » permettent d'aboutir à la grandiose conclusion qu'en définitive :

> « Le problème de fond, c'est que l'absence de révolution prolétarienne n'est pas le fait d'une répression militaire, mais

> celui des carences propres du prolétariat. Si le prolétariat était devenu révolutionnaire, alors il se serait trouvé dans une situation excellente pour débaucher et rallier à ses objectifs bon nombre d'officiers et de soldats. » (p. 66)

S'il n'y a pas eu de révolution prolétarienne, c'est que le prolétariat n'est pas devenu révolutionnaire. Nous tenons là le fin mot de la science karamazovienne. Mais le caractère sublime de la tautologie ne garantit même pas la sûreté de la constatation : car il y a bien eu une révolution prolétarienne au Portugal, comme n'importe qui peut s'en persuader aisément à peu près partout ailleurs que dans *La Guerre sociale* ; et même dans *La Guerre sociale*, s'il sait lire entre les lignes de son délire incohérent. Car finalement, la seule explication des furieuses dénégations de nos idéologues devant la présence de la révolution moderne au Portugal, c'est que cette révolution portugaise qui est *partout*, du Nicaragua à l'Iran, en même temps qu'elle met fin à tous les sous-développements, dévalue d'un seul coup et sans appel les titres de propriété scientifiques sur l'intelligence historique qu'ils avaient studieusement accumulés ; et les met en faillite avec leur *affaire* de pallier les « carences propres du prolétariat » par leur « théorie », alors que le prolétariat entreprend de se délivrer de toutes ses « carences » sans intermédiaires. Bref, si la révolution portugaise existe, ils ne sont rien ; et comme on a vu qu'ils n'étaient rien, qu'un peu de misère défraîchie, c'est donc que la révolution portugaise existe. Voilà la conclusion à laquelle devait nécessairement arriver tout lecteur de cette revue n'ayant pas l'intelligence définitivement polluée par les sophismes modernes.

Jaime Semprun.

Article publié dans la revue *L'Assommoir* n°3, Paris, 1979.

Note de l'édition 2021 :

Le numéro 3 de la revue *La Guerre sociale* paraît en juin 1979, et il contient un article intitulé "De l'exploitation dans les camps à l'exploitation des camps" dans lequel les auteurs jugeront bon de défendre un Robert Faurrison qui l'année précédente avait publié dans le journal *Le Monde* une tribune intitulée "La rumeur d'Auschwitz" où il exposait publiquement les thèse niant le génocide des juifs durant la seconde guerre mondiale.

Ainsi, pour ces révisionnistes, pas plus que la révolution portugaise, les camps de concentration et d'extermination nazis durant la seconde Guerre Mondiale n'avaient existé.

D'ailleurs, nous ne sommes pas vraiment certain que *La Guerre sociale* ait elle-même eut véritablement une quelconque existence…

Table des Matières

La guerre sociale au Portugal

1975

Page 1

Les syllogismes démoralisateurs

Renversement des preuves de l'inexistence de la révolution portugaise données par les idéologues extrémistes

1979

Page 49

Jaime Semprun,
né le 26 juillet 1947,
mort le 3 août 2010.

Le premier acte du nouveau drame révolutionnaire est désormais commencé *mondialement*. Aucun pouvoir n'est plus préservé par l'arriération de ses conditions socio-économiques particulières : il doit choisir entre le risque d'être balayé parce qu'il n'y met pas fin et celui d'être balayé parce qu'il y met fin, et que, rejoignant les conditions du pouvoir moderne, il en connaît d'emblée la présente *précarité*.

Prix Libre